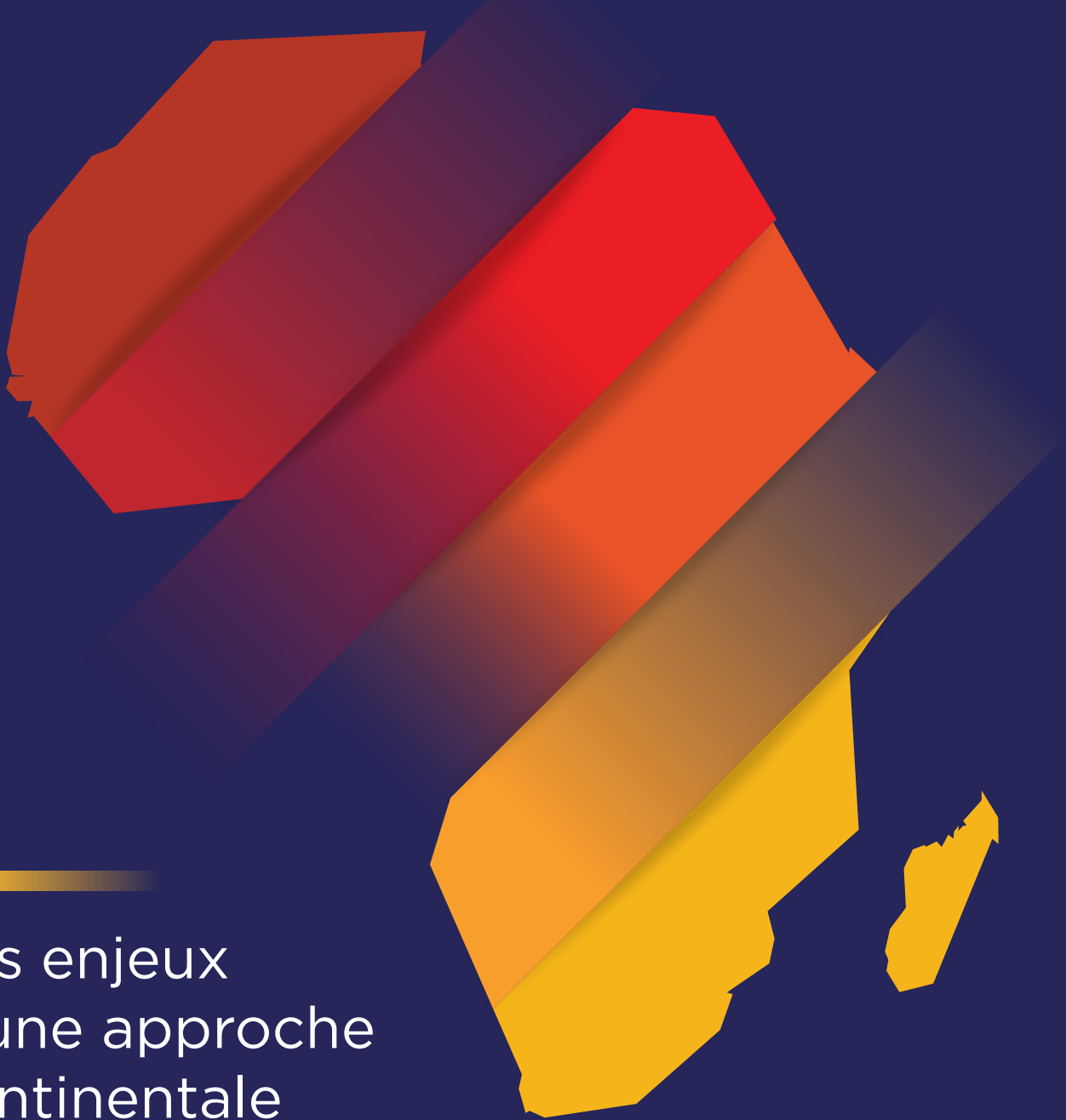


# ACTES DU COLLOQUE TOUT AFRIQUE



Les enjeux  
d'une approche  
continentale

LE 12 AVRIL 2017 À L'INSTITUT  
DU MONDE ARABE

Organisé par l'Agence  
française de développement



En partenariat avec



30 millions de kilomètres carrés. 1.2 milliards d'habitants. 2000 langues vivantes. 54 pays. 5 climats différents. 1 continent.

Et pourtant, l'Afrique est très souvent appréhendée de façon duale: l'Afrique du Nord d'un côté et l'Afrique subsaharienne de l'autre. C'est en tout cas la grille de lecture qu'ont adoptée beaucoup d'acteurs, et notamment les bailleurs de fonds, dans la conception de leurs relations avec le continent.

Face à ce constat, l'Agence Française de Développement (AFD) a décidé de renouveler sa stratégie pour l'Afrique.

Le 12 avril 2017, elle a ainsi organisé, à l'Institut du Monde Arabe et en partenariat avec France Médias

Monde, un colloque d'une journée intitulé « Tout Afrique : les enjeux d'une approche continentale ». L'objectif : mettre en débat, auprès d'intellectuels, d'économistes, de chefs d'entreprises et de représentants de banques de développement africaines (Banque Africaine de Développement, Trade and Development Banque), européennes (BMZ, AFD) et internationales (SFI), les réflexions actuelles de l'Agence sur sa nouvelle façon d'appréhender le continent.

Ouvert par son Excellence le Professeur Alpha Condé, Président de la République de Guinée et Président de l'Union Africaine, et clôturé Jean-Marc Ayrault, Ministre des Affaires étrangères et du développement international, ce colloque à rassemblé près de 200 personnes.

## SOMMAIRE DU DOCUMENT :

---

3 – *Programme du colloque*

4 – *Introduction* – Rémy Rioux

6 – *Discours d'ouverture* – Alpha Condé

8 – *Keynote* – Pierre Gattaz

10 – *Table ronde 1* – Une Afrique : combien de marchés ?

13 – *Table ronde 2* – Une Afrique : les enjeux d'une lecture continentale

16 – *Table ronde 3* – Une Afrique : le rôle des bailleurs de fonds

20 – *Conclusion* – Rémy Rioux

22 – *Discours de clôture* – Jean-Marc Ayrault

# TOUT AFRIQUE

Les enjeux d'une approche continentale

12 avril 2017

à l'Institut du Monde Arabe

30 millions de kilomètres carrés. 1.2 milliards d'habitants. 2000 langues vivantes. 54 pays. 5 climats différents. 1 continent. Et pourtant, l'Afrique est très souvent appréhendée de façon duale: l'Afrique du Nord d'un côté et l'Afrique subsaharienne de l'autre. C'est en tout cas la grille de lecture qu'ont adoptée beaucoup d'acteurs, et notamment les bailleurs de fonds, dans la conception de leurs relations avec le continent.

Face à ce constat, l'Agence Française de Développement (AFD) a décidé de renouveler sa stratégie pour l'Afrique. Ce colloque vise à partager les réflexions en cours sur sa nouvelle façon d'appréhender le continent et à mettre en débat les principales options pressenties pour sa prochaine stratégie.

**Accueil café à partir de 8h15**

### 9h00 - 9h05 Conte-moi l'Afrique

#### Interlude

Malek BOUKERCHI, conteur et philosophe français d'origine algérienne

### 9h05-9h10 Introduction

Rémy RIOUX, Directeur Général de l'Agence Française de Développement

### 9h10-9h25 Discours d'ouverture

Alpha CONDÉ, Président de la République de Guinée et Président de l'Union Africaine

### 9h30 - 9h40 Construire le partenariat panafricain

#### Keynote

Pierre GATTAZ, Président du Mouvement des Entreprises de France

### 09h45 - 11h00 Une Afrique : combien de marchés ?

#### Table ronde

Animée par Hichem BEN YAICHE, rédacteur en chef de *NewAfrican* et *African Business*

Bénédicte Janine KACOU DIAGOU, Directeur Général GROUPE NSIA

Ramon FERNANDEZ, Directeur général adjoint d'Orange, Finance et Stratégie

Aziz MEBAREK, co-fondateur du groupe AfricInvest

**11h00 - 11h30 : Pause-Café**

### 11h30-13h00 Une Afrique : les enjeux d'une lecture continentale

#### Table ronde

Animée par Francis LALOUPO, Journaliste, enseignant en géopolitique et relations internationales

Jean-François BAYART, politologue et chercheur français

Karim EL AYNAOUI, Directeur Général de l'OCF Policy Center

Felwine SARR, économiste, écrivain et universitaire sénégalais

**13h00 - 14h30 Déjeuner**

### 14h30 - 14h40 Conte-moi l'Afrique

#### Interlude

Malek BOUKERCHI, conteur et philosophe français d'origine algérienne

### 14h40 - 16h30 Une Afrique : le rôle des bailleurs de fonds

#### Table ronde

Animée par Sabine CESSOU, journaliste indépendante spécialiste de l'Afrique

Jean-Pierre MARCELLI, Directeur du département Afrique subsaharienne de l'AFD

Khaled Fouad SHERIF, Vice-Président, Développement régional, Banque africaine de développement

Nena STOILJKOVIC, Vice-Présidente Financement mixtes et partenariats, IFC Groupe Banque Mondiale

Admassu TADESSE, Président de la Trade and Development Bank (TDB - ex PTA)

Abdellatif ZAGHNOUN, Directeur Général de la Caisse de dépôt et de gestion (CDG) du Maroc

Jurgen ZATTLER, Directeur Général adjoint, Développement européen et multilatéral, Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement allemand

### 16h30 - 16h45 Conclusion

Rémy RIOUX, Directeur Général de l'Agence Française de Développement

### 16h45 - 17h00 Clôture

par Jean-Marc AYRAULT, Ministre français des Affaires étrangères et du développement international

**17h00 - 18h30 Cocktail dînatoire**

## INTRODUCTION

**Rémy Rioux** – *Directeur général de l'Agence Française de Développement*

Monsieur le Président de la République de Guinée, Président en exercice de l'Union Africaine, cher Professeur Alpha Condé, Mesdames et Messieurs les Ministres, Mesdames et Messieurs les Parlementaires, Monsieur le Président du Medef, cher Pierre Gattaz, Monsieur le Directeur général de l'Institut du monde arabe, Excellences, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, Mesdames et Messieurs les Présidents et Directeurs généraux, Mesdames et Messieurs, Chers amis et partenaires de l'Agence Française de Développement,

C'est un très grand plaisir, un très grand honneur, de vous accueillir ce matin et d'ouvrir cette journée de réflexion et d'échanges. Avant de passer la parole au Président de l'Union africaine, que je remercie très chaleureusement pour l'honneur qu'il nous fait de sa présence, je veux vous dire en quelques mots pourquoi l'AFD a tenu à organiser ce colloque intitulé « Tout Afrique : les enjeux d'une approche continentale ».

Le colloque qui nous réunit intervient à un moment très singulier, au cœur d'une saison de l'Afrique à Paris. En ce mois d'avril 2017, et sans qu'ils aient été, je crois, coordonnés par quiconque, les événements consacrés à l'Afrique se succèdent et se multiplient à Paris.

Je pense à la belle exposition « L'Afrique et ses routes » au Musée du Quai Branly, là où nous avons fêté il y a quatre mois les 75 ans de l'AFD ; au Festival « 100% Afriques » à La Villette, avec la belle exposition « Afriques capitales » et la présence de la grande chanteuse malienne Oumou Sangaré ; à la « Paris Art Fair », au Grand Palais, qui a aussi choisi cette année de mettre l'Afrique à l'honneur ; à la magnifique exposition « Trésors de l'Islam en Afrique de Tombouctou à Zanzibar » ici même à l'Institut du Monde Arabe, et dont l'AFD est partenaire ; à l'exposition « Art/Afrique, le nouvel atelier » à la Fondation Vuitton ; au « Printemps des poètes - Afriques » sur les affiches du métro et sur les autobus de la RATP.

Et puis j'écoutais ce week-end l'album Lanomali du chanteur M, avec Fatoumata Diawara et les musiciens Toumani et Sidiki Diabaté, qui vient de sortir ; sur nos écrans, on joue le film « Félicité » d'Alain Gomis, primé à la Berlinale 2017.

Je pense aussi au récent rapport du Medef sur l'Afrique, à la grande conférence de Coordination SUD sur l'Aide publique au développement, avec un fort accent africain, ou encore à la campagne Printemps Solidaire lancée par Solidarité Sida il y a quelques semaines...

Cette éclosion d'événements sur l'Afrique à Paris, ce n'est pas un hasard, ce n'est pas une coïncidence. C'est comme une floraison, comme un renouvellement. C'est comme un printemps. A l'AFD, nous avons souhaité en comprendre les raisons et nous joindre à cette fête avec ce temps de réflexion et de débat ici, à l'Institut du Monde Arabe, que nous remercions, ainsi que son président, Jack Lang, pour leur accueil.

Je vous invite d'ailleurs à venir nombreux visiter l'exposition « Trésors de l'Islam en Afrique de Tombouctou à Zanzibar », qui explore précisément les liens – religieux en l'occurrence – qui unissent « toute l'Afrique ».

Que signifie ce vent nouveau, ce jour qui se lève, ce « coup de sirocco » qui vient d'Afrique et qui souffle aujourd'hui jusqu'à Paris ?

Comme beaucoup d'entre vous, j'organise et participe à des manifestations sur l'Afrique, sur le lien entre l'Afrique et l'Europe – depuis, dans mon cas, plus de quinze ans. Au début des années 2000, les salles étaient bien vides quand on organisait des événements de ce type. Aujourd'hui, avec 200 places pour 400 inscrits, nous sommes contraints de refuser du monde.

Je crois qu'il y a eu un déclin en décembre 2013, à l'occasion du Sommet de l'Elysée entre l'Afrique et la France. Ce déclin s'est confirmé lors du Sommet suivant, en février dernier, à Bamako, autour du Président François Hollande. Je me souviens que lors de la journée économique qui avait précédé le Sommet de l'Elysée, il s'était passé quelque chose. Le rapport qu'avaient préparé Hubert Védrine, Lionel Zinsou, Jean-Michel Sévérino, Hakim El Kharoui et Tidjane Thiam avait, je crois, renforcé notre prise de conscience et proposé les axes d'un partenariat renforcé, « dans les deux sens », respectueux, pour une dynamique économique nouvelle entre l'Afrique et la France.

La Fondation Africa France a, depuis, vaillamment repris le flambeau, réunissant des auditoires toujours plus vastes, au CESE notamment en septembre dernier. Au point de faire – ou de refaire – de Paris l'un des hubs vers l'Afrique dans de nombreux domaines – économique, financier, culturel. Paris qui, depuis la COP 21, porte par ailleurs très haut le flambeau des Objectifs de Développement Durable, dont les Français ont perçu – tous les sondages le disent – l'importance et même le caractère révolutionnaire, y compris dans notre relation et notre attitude vis-à-vis de l'Afrique.

Que se passe-t-il exactement ? De quoi cette effervescence, cette floraison est-elle le nom ?

A l'AFD, nous avons l'intuition de prendre enfin pleinement conscience de l'ampleur et des enjeux des mutations en cours sur le continent africain. Nous prenons la mesure d'« une Afrique majeure », pour reprendre les mots que vous avez prononcés hier soir, M. le Président Alpha Condé, au dîner d'Etat qui était donné en votre honneur à l'Elysée. Beaucoup l'avaient déjà dit, beaucoup l'avaient écrit, beaucoup l'avaient pensé. Certains d'entre eux sont ici et je les salue. Mais nous n'avions peut-être pas pris encore collectivement toute la mesure, ni tiré toutes les conséquences opérationnelles de cette affirmation.

Au risque d'être contredits au cours de cette journée, nous avons essayé de donner à cette prise de conscience un nom qui frappe, un nom comme un slogan. Nous avons titré : « Tout Afrique » !

Si l'on cessait, dans nos têtes dans nos organisations, de couper l'Afrique en deux, entre Afrique du Nord d'un côté et Afrique subsaharienne de l'autre, que se passerait-il ? Ne comprendrions-nous pas mieux les enjeux, par exemple, de la zone saharo-sahélienne, qui nous préoccupent tant ? Et si

l'on sortait d'une vision duale du continent, quelles réalités, quelles dynamiques verrions-nous apparaître ? Une Afrique ? Des Afriques régionales ? D'autres lignes de force encore ?

L'actualité politique africaine elle-même nous pousse à changer de perspective, à changer de focale. Le Maroc est de nouveau dans l'Union africaine. Il souhaite même adhérer à la CEDEAO. L'Algérie, où je me suis rendu avec le Premier Ministre, veut accompagner ses entreprises au Sud. Quant à la Tunisie, elle a émis le souhait d'adhérer au COMESA.

Voici les questions que nous souhaitons discuter avec vous. Ce n'est qu'une intuition, bien sûr, et j'ignore où elle nous mènera. C'est aussi une évidence, aveuglante comme toutes les vérités. C'est également, soyez-en assurés, une marque de respect et de grande attention.

Nous avons réuni un magnifique groupe d'intervenants pour nous accompagner dans cette réflexion.

Vous, M. le Président en exercice de l'Union africaine, nous livrez votre vision continentale.

Le Président du Medef nous dira comment construire le partenariat panafricain.

Une première table ronde nous donnera le point de vue des entreprises, qui résonne souvent déjà Tout Afrique. Merci à Bénédicte Janine Kacou Diagou, à Ramon Fernandez et à Aziz Mebarek d'être parmi nous.

La deuxième table ronde mobilisera le monde de la recherche en sciences humaines. Merci à Jean-François Bayart, merci à Karim El Aynaoui, à Felwine Sarr, pour leur contribution.

La troisième table ronde réunira les bailleurs de fonds : Nena Stoilkovic pour la Banque Mondiale, Khaled Sherif pour la Banque africaine de développement, Jean-Pierre Marcelli pour l'AFD, Admassu Tadesse pour la Trade and Development Bank, et Abdellatif Zaghoun pour la Caisse des dépôts et de gestion du Maroc. Enfin, Jürgen Zattler, du Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement, qui assure cette année la Présidence du G20 et a placé l'Afrique très haut dans l'agenda international de l'année 2017, sera avec nous pour échanger. Merci à tous.

Jean-Marc Ayrault, Ministre des Affaires étrangères et du Développement international, nous fera l'honneur de prononcer le discours de clôture du colloque.

Je n'oublie pas le très talentueux Malek Boukerchi, qui ponctuera nos réflexions de ses contes tout au long de la journée. Pour conclure cette introduction, je souhaite vous dire que nos échanges d'aujourd'hui intéressent au plus haut point l'AFD et qui est engagée dans un profond renouvellement stratégique.

L'Afrique est évidemment le cœur de l'activité de notre Agence. Plus de 500 de nos collaborateurs y travaillent dans 37 bureaux. En 2016, nous avons engagé 4 milliards d'euros sur le continent, soit la moitié de notre activité dans les Etats étrangers. Nous avons lancé la semaine dernière à Ouagadougou, avec Pierre-René Lemas, le Directeur général du groupe Caisse des dépôts et consignations, l'un des plus grands fonds d'infrastructure en *equity* actif en Afrique, doté de 600 millions d'euros, dans le cadre de l'alliance conclue entre l'AFD et la Caisse des dépôts. Nous faisons donc le maximum pour l'Afrique, et tiendrons l'engagement pris par le Président de la République au Sommet de Bamako, en janvier dernier, de lui

consacrer 23 milliards d'euros sur les cinq prochaines années : ... en accompagnant les grandes transitions à l'œuvre sur le continent : la transition démographique et sociale, la transition territoriale et écologique, la transition énergétique, la transition numérique et technologique, et la transition politique et citoyenne ;

... et en renouvelant notre vision, nos instruments, nos organisations et nos contreparties, pour répondre à la demande de nos partenaires africains et accompagner avec respect et ambition leur développement durable.

Vous allez tous nous y aider aujourd'hui. J'en tirerai les enseignements avec vous à la fin de la journée.

Je vous souhaite à toutes et tous une belle journée de débats et vous remercie.

## DISCOURS D'OUVERTURE

### Alpha Condé – Président de la République de Guinée et Président de l'Union Africaine

M. Le Directeur général de l'Agence Française de Développement,  
Mesdames, Messieurs,

C'est un grand plaisir pour moi de m'exprimer sur les missions que mène l'Agence, tout particulièrement en Afrique subsaharienne, et de saluer les efforts qu'elle déploie pour renforcer et renouveler ses capacités d'intervention, de coller au mieux à nos besoins, pour ne pas dire ajuster les actions qu'elle mène sur notre continent. C'est donc l'occasion pour nous de remercier le directeur de l'AFD, pour tout ce que l'institution entreprend en Afrique, et son souci constant de faire au mieux en matière d'actions de développement.

Je me réjouis aujourd'hui de constater que l'Agence Française de Développement, toujours en quête de la meilleure approche susceptible de valoriser et renouveler ses capacités d'intervention en Afrique, en vient désormais à privilégier pour l'avenir une approche continentale pour tirer le meilleur des richesses multiples et variées que recèle notre continent. D'emblée, le panafricaniste que j'ai toujours été ne peut que se réjouir de cette nouvelle orientation, convaincu que c'est là que se trouvent les solutions visant à promouvoir les meilleures politiques de développement.

Du reste, mon pays la Guinée s'est déjà engagé sur cette voie en accueillant le 4 mars dernier le deuxième conseil d'administration de l'Initiative africaine pour les énergies renouvelables, essentiellement consacré à la levée de fonds nécessaire à la mise en œuvre de certains projets. Cette réunion a du reste permis le financement de près d'une vingtaine de projets africains. Dans le sillage de cette initiative, j'ai annoncé qu'un centre africain pour l'eau et les énergies renouvelables sera prochainement créé à Conakry. En tant que réservoir et château d'eau de l'Afrique de l'Ouest, la Guinée est stratégiquement bien dotée pour piloter une telle initiative. Ce seul exemple me conduit à penser que cette initiative panafricaine, qui sera pilotée par les Africains, permettra d'exploiter au mieux et au profit de tous notre potentiel énergétique.

Mais au-delà de cette mise en commun du potentiel des richesses, je suis convaincu que l'Afrique est en mesure, encouragée par les perspectives que peut offrir l'Union africaine, elle-même relayée par les initiatives portées par la nouvelle approche de l'Agence Française de Développement, de relever les multiples et divers défis économiques et sociaux.

Je me réjouis que mon pays la Guinée, à travers ma personne et surtout la mission qui m'a été confiée par les Etats membres de l'Union africaine, puisse servir les nobles causes de leur continent. Les perspectives à venir donnent tout son sens à la nouvelle approche continentale qu'envisage de privilégier désormais l'AFD. Autant dire que cette nouvelle orientation est à saluer, et elle ouvre peut-être la voie, il faut en tout cas le souligner, à d'autres changements d'approche que gagneraient à adopter certaines organisations internationales, comme par exemple les Institutions de Bretton Woods.

Mesdames, Messieurs, quand nous avons commémoré en 2013 notre jubilé, l'Union africaine a promis un débat interactif entre chefs d'Etat, qui a entamé le processus de formulation des aspirations collectives pour une Afrique différente dans les cinquante prochaines années. Les consultations ont ratisé large. En fin de compte, notre vision commune en forme d'agenda pour les années à venir a bel et bien fait l'unanimité. Contrairement à ce que les organisations comme l'Union européenne l'ont fait, nous n'avons pas de crédits pour mettre en œuvre ces meilleures aspirations. Ce serait difficile de l'envisager quand nous peinons à financer notre propre organisation internationale. Mais nous nous rendons compte que beaucoup de mécanismes et de processus sont défectueux et ont besoin d'un changement rapide. Voilà la motivation pour augmenter le niveau de nos ambitions.

En janvier, j'ai présidé à l'adoption par le Sommet de l'Union africaine, à Addis Abeba, d'un plan de réformes soumis par le président Kagame du Rwanda, qui s'est appuyé pour le faire sur une étude intellectuelle africaine de haut niveau. Avec lui, le Président Déby du Tchad, et le Président de la commission, nous avons la responsabilité de faire avancer ce processus. 2017 est donc une année charnière, une année au cours de laquelle nous allons démontrer que l'Afrique se prépare à des défis colossaux dans un environnement international qui ne nous est toujours pas favorable. Nous voulons accélérer notre industrialisation, mais nous allons le faire quand les autres discutent de robotisation et d'automatisation, quand les régimes de propriété intellectuelle sont la source de bien des inégalités, quand les lois du commerce ne permettent plus la protection des industries, quand les sauts technologiques sont à la vitesse supérieure, ou quand l'accès aux financements est de plus en plus difficile. Tout cela est vrai. Mais cela ne nous empêchera pas d'avancer. Nous avons des avantages qu'il faut mettre en évidence.

Mesdames, Messieurs, l'Afrique est en marche, en croissance démographique. Nous avons la plus grande force de travail du monde. 70 % de la population africaine a moins de 30 ans. Cette jeunesse est notre force. Evidemment, comme je l'ai dit à mes chers collègues en Afrique du Sud, cela peut être une bombe. Mais c'est aussi un avantage, car c'est une jeunesse intellectuelle qui maîtrise les nouvelles technologies.

Donc l'Afrique aujourd'hui est décidée à prendre son destin en mains. Par-delà notre diversité, nous avons les mêmes objectifs : l'autosuffisance alimentaire, la transformation de notre agriculture en une agriculture moderne, la maîtrise de l'énergie, l'éducation, la santé. Et nous nous réjouissons que l'AFD ait compris cette évolution. Nous avons adopté l'agenda 2063 avec la BAD, qui cumule tout ce que l'Afrique veut faire. Nous espérons très bientôt être non seulement un grand marché, parce qu'en 2050 l'Afrique sera plus peuplée que la Chine, mais aussi une usine du monde. Voilà pourquoi nous nous réjouissons de cette évolution de l'AFD, et nous espérons que les autres institutions financières vont la suivre. Je l'ai dit à Abidjan et je l'ai répété haut et fort ici : l'Afrique est devenue un acteur majeur, l'Afrique est décidée à prendre son destin en mains, l'Afrique est décidée à définir sa propre voie tant sur le plan économique que sur le plan des institutions démocratiques. Nous ne voulons plus de paternalisme. Nous

ne voulons plus de leçons. Nous voulons être des partenaires égaux, fiables, crédibles, et nous voulons coopérer avec les autres Etats en tant qu'Etats souverains. Nous ne voulons plus que notre destin soit guidé par les ONG qui sont souvent financées par des multinationales pour défendre leurs intérêts. C'est une nouvelle Afrique qui s'est levée !  
A bon entendeur, salut !



## KEYNOTE

**Pierre GATTAZ** – *Président du Mouvement des entreprises de France (Medef)*

Monsieur le Président de la République,  
Mesdames et Messieurs les Ministres,  
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,  
Monsieur le Directeur général, Cher Rémi,  
Mesdames et Messieurs,

C'est un immense plaisir pour moi de participer à ce grand colloque consacré au continent africain dans sa globalité.

L'Afrique, ce sont 54 Etats, 54 richesses, mais bien plus encore de spécificités culturelles d'Est en Ouest et du Nord au Sud. Pourtant, les entreprises françaises abordent depuis de nombreuses années le continent africain dans sa globalité, comme un tout. Or, c'est le sens de l'histoire. En décembre dernier, au Medef, nous lançons les programmes AGYP, pour la Jeunesse et la Croissance Active, une association dédiée à la promotion de l'entrepreneuriat et aux partenariats avec l'Afrique. Notre premier forum s'attachait notamment à considérer l'Afrique comme un ensemble : « One global Africa ». C'est notre vision de l'Afrique : un moteur économique, une Afrique forte dans un monde globalisé.

Et je tiens donc à saluer le dynamisme et la vision nouvelle portée par l'AFD et son Directeur général, Rémy Rioux. Les entreprises ont besoin d'un partenaire agile, en prise avec la réalité du terrain et en phase avec nos partenaires internationaux. Bravo à Rémy et à ses équipes de porter cette stratégie. Vous pouvez compter sur le Medef pour travailler de concert avec vous.

Car le partenariat avec l'Afrique doit être notre priorité. Je partagerai donc avec vous deux points. Le premier, c'est : pourquoi une priorité donnée à l'Afrique ? Deuxième point : quel partenariat proposons-nous ?

La réponse à ma première question se base sur une réalité. Je ne le dirai jamais assez : l'Afrique est un géant qui devient un moteur économique mondial. Et au fil de voyages, de rencontres avec les Chefs d'Etats africains, avec les entrepreneurs du continent, j'ai pu constater tout ce potentiel de l'Afrique. L'Afrique est le continent de tous les possibles. En à peine dix ans, l'Afrique s'est imposée comme LE continent de croissance, d'investissement et d'attractivité. Cette évolution positive, l'Afrique la doit d'abord à elle-même. L'Afrique, c'est aujourd'hui 52 villes de plus d'un million d'habitants ; 60 % des réserves de terres cultivables mondiales ; un taux de croissance de 5 % par an en moyenne sur la dernière décennie ; plus de 70 % de taux de pénétration de mobile.

Alors que le continent est devenu le continent du dynamisme entrepreneurial, l'Afrique s'apprête à vivre une révolution urbaine et rurale sans précédent. Et sa consommation intérieure est tirée par l'émergence de nouvelles classes moyennes connectées.

L'Afrique, ce sera 50 % de la population qui vivra en zone urbaine en 2030 ; 1,1 milliard d'Africains qui auront l'âge de travailler en 2040 ; 2 milliards d'habitants en 2050. Et à cette date, le PIB de l'Afrique sera équivalent à celui de la Chine.

Garder le cap de cette révolution économique sur tout le continent africain va demander des efforts aux gouvernements, aux entreprises et aux partenaires que nous sommes. Mais nous savons tous que les opportunités sont immenses sur le continent. C'est ensemble que nous pouvons relever les défis pour nos pays : transition numérique, transition verte, mondialisation, transition démographique...

Car les destins de l'Europe et de l'Afrique sont liés. Le Brexit a été un coup de tonnerre. L'élection de Donald Trump traduit la montée du protectionnisme qui risque de se propager dans certains Etats. Dans ce contexte, l'Europe et l'Afrique doivent s'arrimer ensemble, partager et co-construire leur avenir. Nous devons donc faire en sorte que les prochaines trente audacieuses françaises que nous devons construire accompagnent les 30 glorieuses africaines à venir. Et c'est pour cela que nous avons proposé aux candidats à la présidentielle et à tous les politiques français une série de recommandations, de propositions, pour une politique africaine active de la France. Nous, entreprises, nous donnons une priorité à l'Afrique et à la construction d'un nouveau partenariat panafricain.

Et j'en viens à la réponse à ma seconde question : quel type de partenariat le business français propose-t-il ? Le partenariat avec l'Afrique doit s'entendre dans une logique panafricaine. C'est-à-dire que nous devons considérer le continent dans un ensemble commun, un tout qui, d'année en année, va construire des champions économiques nationaux, mais qui deviendront continentaux.

L'Union africaine est d'ailleurs une institution de choix pour l'avenir du continent. Et les entreprises françaises seront heureuses de travailler avec l'Union africaine pour renforcer sa dimension économique.

Nous considérons que le partenariat panafricain doit répondre à trois critères. Tout d'abord, une dynamique gagnant-gagnant ; ensuite, une place centrale donnée à l'entreprise ; et enfin, une priorité donnée à la jeunesse.

Je reviens sur ces trois critères. D'abord, nous, entrepreneurs, nous insistons sur l'humilité. Nous ne pouvons pas faire de business avec arrogance. Nous sommes des Christophe Colomb, des Magellan, nous inventons le futur, nous sommes toujours en prise de risque, nous ne savons pas ce que nous allons découvrir. Tout ça, c'est une expérience que nous nous forgeons par les réussites et par les échecs. L'échec fait partie du droit à l'erreur de l'entrepreneuriat, et je crois qu'il faut surtout avoir une grande humilité lorsque nous regardons le futur. Aujourd'hui, nous devons prendre conscience que le monde a changé, qu'il change, et qu'il change de plus en plus vite. La relation avec l'Afrique se construit donc avec humilité. Je rencontre souvent de grands entrepreneurs africains. Ce sont des réussites formidables. J'ai d'ailleurs eu le plaisir de remettre, au Medef, en décembre dernier, le Prix de l'Entrepreneur Business Africa de l'année 2016 à Mohammed Dewji, mon ami de Tanzanie, et à d'autres entrepreneurs comme Tony Elumelu au Nigéria, comme Miriema Bensalah Chaqroun au Maroc, comme Chris Kerubi au Kenya, et tellement d'autres encore, qui sont des partenaires qui nous montrent que nous avons tellement à apprendre dès aujourd'hui de l'Afrique et des entrepreneurs africains. Et n'oublions pas que demain nos partenaires d'Afrique seront des investisseurs en Europe.



Donc, allons en Afrique et montons des partenariats. Non pas pour faire un coup et repartir au bout de trois mois, mais pour réaliser du business dans le temps, sur la durée, avec une vision à 5, 10, 15, 20, 30 ans. Le partenariat avec l'Afrique doit donc se penser dans une logique non seulement durable, mais gagnant-gagnant. Nous avons tant à apprendre de nos partenaires africains.

Deuxième critère : la place de l'entreprise. Je souhaite aussi insister sur la place qui doit être donnée à l'entreprise dans le cadre de ce partenariat. En France, en Europe et en Afrique, partout dans le monde d'ailleurs, l'entreprise est LA solution. L'entreprise est source de croissance, d'emplois, d'intégration des minorités, d'épanouissement des hommes et des femmes par le travail, par le projet, par les métiers. C'est nous, les entrepreneurs et les entreprises, qui sommes les leviers de croissance inclusive et durable de nos pays. L'entreprise offre un travail, une formation, des compétences, des valeurs, des objectifs. Elle crée des richesses perceptibles et des emplois durables pour les hommes et les femmes. N'oublions pas que l'entreprise est un moteur d'intégration et de développement, un facteur de stabilité sociale, et un rempart contre l'insécurité. L'un de mes amis marocains me dit régulièrement : l'emploi, c'est la sécurité. Et bien oui, l'entreprise, c'est l'emploi, oui, l'entreprise c'est aussi la stabilité économique et politique. Mais l'entreprise, c'est aussi le concret. Les entrepreneurs sont des faiseurs sur le terrain. C'est pour cette raison que nous considérons qu'il faut mettre en avant les entreprises dans la relation qui nous unit au continent africain. Les entreprises françaises ont une connaissance ancienne de l'Afrique. Tous les jours et depuis des années, Medef International accompagne nos entreprises vers l'Afrique. Et nos entreprises ont des valeurs et des savoir-faire appréciés par nos partenaires. Partout où je vais en Afrique, on me dit : mais où est-ce que vous êtes, les Français ? Vous avez déserté, vous n'êtes plus là. Il faut que vos entreprises reviennent ! Nos entreprises ont donc beaucoup à apporter au continent africain. Elles ont donc beaucoup à partager dans le cadre de ce partenariat commun avec l'Afrique, pour bâtir des champions africains nationaux et continentaux. C'est à travers le business et ses actions concrètes que nous apporterons de la croissance inclusive et durable. Je l'ai d'ailleurs déjà exprimé à Bamako à l'occasion du Sommet des chefs d'Etat Afrique-France en janvier dernier : il faut mettre l'entreprise et l'entrepreneur au cœur des relations qui unissent l'Afrique et la France. C'est l'unique solution qui permettra de résoudre la très grande majorité des défis auxquels nous sommes ensemble confrontés, qu'ils soient démographiques, technologiques, politiques, climatiques, environnementaux.

Enfin, je terminerai mon propos avec le troisième critère que doit intégrer le partenariat avec l'Afrique : donner la priorité à la jeunesse. Depuis les années 2000, l'Afrique a renoué avec une croissance économique positive. Malheureusement, 60 % des chômeurs restent des jeunes. L'un des plus grands défis du continent africain est donc de former, d'accompagner les jeunes et de créer des emplois. Je souhaite ici répéter ma conviction : pour créer des richesses et partager des valeurs, il faut des entreprises. Pour créer, reprendre ou développer

des entreprises, il faut des entrepreneurs. Nous sommes convaincus et nous nous engageons avec nos partenaires africains. Nous voulons faire de la jeunesse le pilier de la croissance inclusive et durable du continent africain à travers le développement de l'entrepreneuriat. C'est en ce sens que nous avons lancé en décembre dernier les Programmes AGYP pour la Jeunesse et la Croissance Active. Notre objectif est de valoriser et d'accompagner les « faiseurs », les entrepreneurs, les preneurs de risques. Nous souhaitons partager les bonnes pratiques dans trois domaines : l'éducation et la formation, l'emploi et l'employabilité, l'entrepreneuriat et le business. Je vous invite à nous rejoindre dans cette aventure partenariale. Faisons ensemble avec l'Afrique une terre des entrepreneurs. C'est tout l'enjeu de cette approche continentale.

Vive la France, vive l'Afrique, vive l'entreprise !

Je vous remercie.

## TABLE RONDE 1 – Une Afrique : combien de marchés ?

---

### Intervenants :

Ramon FERNANDEZ – Directeur général délégué d'Orange, Finance et Stratégie

Bénédicte Janine KACOU DIAGOU – Directrice Générale GROUPE NSIA

Aziz MEBAREK – Co-fondateur du groupe AfricInvest

### Animateur :

Hichem BEN YAICHE – Rédacteur en chef de NewAfrican et African Business

---

## DES ENTREPRISES SUR LE TERRAIN

### Trois acteurs, trois approches

Le groupe NSIA (Nouvelle société interafricaine d'assurance) est un groupe panafricain de banque et assurance créé en Côte d'Ivoire en 1995 par Jean Kacou Diagou. Cette entreprise familiale dirigée aujourd'hui par Bénédicte Janine Kacou Diagou a d'emblée privilégié une démarche panafricaine, en partant de Côte d'Ivoire pour ensuite se déployer « tout doucement de façon concentrique sur tout le continent », expose Bénédicte Janine Kacou Diagou. Le Groupe compte aujourd'hui 26 sociétés, principalement dans la zone CIMA (la Conférence interafricaine des marchés d'assurance, qui réunit des acteurs du secteur des assurances de 15 pays africains, principalement francophones), mais également au Ghana et au Nigéria, membres de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest).

Fondé Tunisie en 1994, AfricInvest est un important gestionnaire de fonds d'investissement en capital. Le groupe a d'abord exploré son « horizon naturel » : l'Algérie et la Libye. Puis la volonté des entreprises de développer leurs activités en Afrique subsaharienne a amené le groupe à étendre ses activités dans 25 pays d'Afrique francophone et lusophone. Plus récemment, AfricInvest s'est associé à Bpifrance, l'AFD et des investisseurs africains pour créer un fonds panafricain destiné à favoriser les liens avec l'Europe du Sud, dont la France, dans une optique d'« anticipation des besoins de nos entreprises », précise Aziz Mebarek. A ce titre, la multiculturalité du groupe est la règle dans un environnement où « l'élément humain est essentiel pour pouvoir mettre en œuvre une stratégie, quelle qu'elle soit », et où « notre présence doit être locale ».

Orange a pour sa part fait de l'Afrique la priorité stratégique de son développement à l'international. Présente dans 17 pays du continent, elle y emploie quelque 20 000 salariés. « C'est un périmètre qui bouge » au fil des acquisitions, explique

Ramon Fernandez. Si l'entreprise y enregistre des recettes importantes, elle participe aussi à la croissance africaine. En 2008, elle a lancé le service Orange money qui compte 30 millions de clients à travers le continent, où le paiement et la finance mobile sont plébiscités. Ramon Fernandez souligne le potentiel important de ces services qui, malgré des « marchés très fragmentés », ont « une utilité extraordinaire » pour développer les activités dans des secteurs tels que la santé, la finance, l'agriculture ou l'éducation, et qui représentent des « facteurs d'inclusion sociale et de développement ».

### Des difficultés concrètes

Le déploiement des entreprises à l'échelle du continent est loin toutefois d'être un long fleuve tranquille. Les obstacles sont de différents ordres, et en premier lieu de nature légale et administrative. Dans le domaine des assurances, le règlement commun de la zone CIMA a beau être supranational, « dans l'effectivité de notre déploiement, nous nous sommes souvent heurtés à des lois nationales en contradiction avec les lois supranationales », déplore Bénédicte Janine Kacou Diagou, qui relève des freins du même type dans le domaine bancaire. « Les mouvements de capitaux sont très difficiles à opérer dans toute la zone. » Aziz Mebarek juge pour sa part que l'environnement législatif et réglementaire ne pose pas problème en soi. « Il y a des freins, mais (...) nous devons nous en accommoder. (...) Nous devons comprendre et nous adapter aux règles. » Pour l'entrepreneur tunisien, le plus difficile à gérer reste l'imprévisibilité de ces lois. « On aime travailler avec des lois fixes, pour pouvoir se projeter à dix ans. » La situation devient problématique dès lors que « les lois changent très vite, sans laisser aux intervenants la possibilité de s'adapter à ces changements brutaux, que ce soit au niveau réglementaire ou fiscal ». Ces « discontinuités » qu'Aziz Mebarek a notamment connues en Tunisie, Bénédicte Janine Kacou Diagou y a été confrontée au Nigéria. « Nous sommes rentrés dans un pays à forte croissance. Deux ou trois après, l'État a édicté une loi imposant que 51 % du capital [soit] détenu par des Nigériens. »

Ramon Fernandez soulève lui aussi des problèmes d'« instabilité fiscal-réglementaire ». Soulignant l'écart important qui existe parfois entre le chiffre d'affaires élevé d'une entreprise et sa réelle capacité contributive, il dénonce la « tendance à cumuler des taxes sur le chiffre d'affaires. (...) Cela peut atteindre 42 % ». S'il ne remet pas en cause le fait de contribuer au financement des États, il appelle à « trouver le bon point d'équilibre » pour ne pas « décourager » les acteurs. Bénédicte Janine Kacou Diagou estime que « si les politiques passent leur temps à protéger leurs marchés, on ne va pas vraiment avancer dans la globalisation en Afrique ». Il convient cependant de distinguer ce qui relève d'un réflexe protectionniste d'une approche teintée de prudence. « Quand on ouvre de nouveaux services, les organes de régulation ont besoin d'être au clair quant à leurs tenants et aboutissants, qui suscitent peut-être des interrogations de la part des concurrents », concède ainsi Ramon Fernandez, illustration à l'appui. « Fin 2016, nous avons ouvert un service de transfert d'argent depuis la France vers trois pays d'Afrique de l'Ouest.

Début 2017, la BCEAU [Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest] nous a demandé de suspendre ce service pour être au clair sur le cadre réglementaire. (...) Je pense qu'on défriche des territoires inconnus, avec la multiplication des services accessibles sur mobile. Il est normal que les autorités de régulation souhaitent être en phase. Mais il faut que l'innovation puisse avancer à un rythme acceptable», enjoint-il. « Chacun est dans son rôle, considère Aziz Mebarek. On n'est pas là pour changer les politiques publiques. [Mais] si on nous demande notre avis, on essaye de les faire évoluer de manière positive. »

Par ailleurs, cette expansion économique continentale n'est pas exempte de difficultés d'ordre culturel. Le groupe NSIA est ainsi confronté au fait que la zone ouest-africaine ne parle pas la langue de la zone CEMAC (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale). En dehors de la question linguistique, la dimension interculturelle est prise en charge de manière dynamique sur le terrain. « Nous nous considérons comme des partenaires de développement de ces pays, et dédions 30 % de notre capital à des locaux qui nous aident à nous adapter à la réalité locale (...) et faciliter notre intégration dans ce pays », indique Bénédicte Janine Kacou Diagou.

## Des sources d'opportunités

Les acteurs économiques se veulent toutefois optimistes. « Nous trouverons des solutions aux questions posées, confie Ramon Fernandez. Il y a des blocages qu'il faut dépasser et je suis convaincu que l'on va aller dans cette direction. » Les situations les plus délicates sont finalement les contextes de crise. Sur un continent où les troubles internes sont fréquents mais où « sortir des frontières est un besoin vital », Aziz Mebarek encourage les entrepreneurs à « anticiper le mouvement et ne pas avoir peur des conflits, au contraire ». Qualifiant son métier de « contracyclique », il explique « s'inscrire dans une vague quand une inflexion se dessine ». L'exemple récent du « Printemps arabe » le conforte dans cette approche. « Pour la Tunisie, le marché naturel était la Libye. Si les entreprises n'avaient pas anticipé le mouvement (...) en étant accompagnées par des institutions comme la nôtre, elles auraient disparu. C'est une opportunité et une nécessité. » De même, quand le groupe NSIA s'est intéressé au marché guinéen, le pays « n'était pas fréquentable à cette époque. Mais pour nous, si l'Afrique traverse des crises, nous savons qu'elles sont ponctuelles. Il y a une croissance à venir : il faut être présent avant. »

Quelles que soient les entraves auxquelles ils sont confrontés, les trois entrepreneurs s'accordent sur une vision optimiste de l'avenir. « Comme toutes les grandes entreprises, nous faisons des études de marché et d'opportunité avant de nous lancer. Nous voyons que l'Afrique a un potentiel extraordinaire », affirme Bénédicte Janine Kacou Diagou. Le paradigme Tout Afrique est bel et bien en ligne de mire. « Ce devrait être cet horizon », soutient Aziz Mebarek, tout en appelant à la prudence. « Il ne faut pas faire n'importe quoi, il faut franchir les bonnes étapes. » L'actualité d'AfricInvest illustre cette évolution. « Nous accompagnons un groupe de distribution de pièces automobiles. On a démarré par les pays

lusophones, et nous étendons nos activités en Afrique de l'Est. Nous démarrons nos activités au Sénégal et nous sommes sur une acquisition au Maroc. Nous sommes dans un mouvement qui est intéressant. » La stratégie du pas à pas a également été adoptée par Orange, qui se développe en Afrique en déployant « des pôles régionaux qui permettent d'avoir un impact sur des groupes de pays en termes de formation ou de supervision de la conformité. (...) Plus on ira vers de telles approches globales, plus on pourra déployer des services ayant un impact collectif plus rapide », lance Ramon Fernandez, qui relève lui aussi ce « potentiel immense. (...) L'Afrique est aussi un continent avec des idées et de l'innovation. C'est enthousiasmant. » Ce potentiel, il assure que les opérateurs télécom peuvent le stimuler, mais que cela exige de « dépasser les blocages nationaux ». Toutefois, nuance-t-il, « ce n'est pas l'apanage du continent africain ».

## UNE AFRIQUE, DES AFRIQUES

### L'approche continentale est-elle pertinente pour les acteurs économiques ?

La dimension continentale est perçue par les acteurs économiques comme une échelle d'intervention pertinente. Cette vision mérite cependant d'être affinée afin de saisir l'Afrique dans sa diversité – culturelle bien sûr, mais aussi sociale, économique, historique ou encore politique. « Nous voyons l'Afrique idéalement comme un tout. Mais dans la réalité de notre déploiement, nous nous sommes rendu compte que les pays doivent être vus comme des pays souverains et singuliers », reconnaît Bénédicte Janine Kacou Diagou. Sur ce plan, les entreprises ont moins de difficultés à composer avec cette diversité, mais elles doivent affronter des attitudes de repli. « Idéalement, nous voulons tous que l'Afrique soit un marché unique, affirme-t-elle. En réalité, elle est toujours découpée en rondelles par nos nationalismes. Les discours des politiques disent une chose, les réalités disent autre chose. »

Le secteur privé et les bailleurs de fonds poussent ensemble dans le sens d'une plus grande ouverture. « Quand Proparco nous finance, c'est pour le développement dans toute l'Afrique. Les bailleurs de fonds m'ont comprise », signale Bénédicte Janine Kacou Diagou, pour qui « les seules barrières restent politiques ». D'ailleurs, les situations et potentialités varient d'un pays à l'autre. « En Côte d'Ivoire, pays assez libéral, nous n'avons aucune contrainte sur le capital et la qualité des investisseurs. On y retrouve des Marocains, des Tunisiens, des Ivoiriens, des Libanais... ». Mais il s'agit d'un cas atypique dans cette partie de l'Afrique. « Les politiques devraient faire des efforts pour arrêter de bâtir des murs tous les jours, et plutôt construire des ponts. »

Les contours du continent constituent une autre source de complexité. Ainsi, explique Aziz Mebarek, la Banque mondiale privilégie une approche MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) qu'il qualifie de « choix arbitraire ». Pour lui, cette

répartition « issue des accords de Bretton Woods » place les pays du Maghreb dans une zone « avec laquelle il y a très peu de liens ». Si ce rapprochement peut se justifier sous l'angle linguistique, il « ne traduit pas une réalité économique. (...) Je pense que nos liens naturels sont plus en direction du Sud et du Nord que de l'Est. »

## Le continent africain : un écosystème en structuration

L'expérience des uns et des autres dessine une évolution favorable aux initiatives panafricaines. L'Afrique, continent émergent, tend ses bras aux investisseurs du continent et d'ailleurs, des projets naissent et se déploient, et les spécificités africaines laissent augurer le développement important de certains secteurs économiques. « Dire qu'il y aura de grandes marques panafricaines reconnues en 2030 ou 2040 va dans le sens de l'histoire », affirme Aziz Mebarek, rapidement rejoint par Bénédicte Janine Kacou Diagou : « C'est une vision à long terme portée par les entreprises, qui arrivent à passer les barrières, les frontières. » Cela implique selon elle de mettre « les compétences à niveau dans tous les pays. Tout va s'enchaîner quand on aura mis en lien tout cet écosystème. » Cet écosystème se structure, mais il demande à être accompagné. A ce titre, « les partenariats locaux sont très importants », considère Ramon Fernandez. A cela s'ajoute « le déploiement des talents et des managers locaux », dans l'optique que « les ressortissants de [chaque] pays [aillent] dans d'autres pays », créant un « essaimage qui permet de croiser les idées ». Ce mouvement doit être stimulé coûte que coûte : « Il y a partout des convergences d'intérêts, des compétences, mais quand il faut les transférer il y a toujours de la réticence, pointe-t-il. Il faut accepter un partage de la souveraineté (...) pour avoir une meilleure efficacité. » Il est également nécessaire de favoriser les investissements, qui demeurent insuffisants. Dans des « économies très endettées, le secteur privé a besoin de fonds propres et de valeur ajoutée », relève Aziz Mebarek. C'est la condition *sine qua non* pour voir émerger et fleurir de nouveaux projets. « En tant que grand groupe privé, nous avons une responsabilité dans ce domaine », renchérit Ramon Fernandez. A cette fin, Orange a ouvert des incubateurs de projets en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Cameroun afin d'accompagner des *start up* africaines. L'entreprise travaille en partenariat avec des sociétés comme AfricInvest pour pouvoir investir avec un effet de levier dans les initiatives les plus prometteuses, à l'exemple d'Afrimarket ou de Jumia, « l'Amazon africain ». Et dans ce domaine, « des projets, il y en a beaucoup ! », se réjouit-il.

Le champ éducatif est aussi perçu comme un élément déterminant, de manière à pouvoir « former les meilleures compétences » et « transcender les freins psychologiques liés à notre histoire », insiste Aziz Mebarek. Cela inclut le domaine de la formation continue. « Il y a aujourd'hui plusieurs vies professionnelles. (...) Susciter cette mobilité d'esprit est essentiel. » D'après lui, l'enjeu plus global est d'« aller au-delà de notre peur de l'inconnu, de l'autre, d'être dans l'amitié, la fraternité et l'ouverture ». Cela, poursuit-il, « passe aussi par la culture ». Autrement dit, les actions d'aujourd'hui

doivent s'inscrire dans une vision de moyen et long termes, et dans une stratégie progressive. « Ça doit se faire de manière pragmatique, et (...) ce n'est jamais facile », prévient Aziz Mebarek. Cette progressivité inclut une idée de progression, d'évolution, où les expériences des uns nourrissent celles des autres, qu'il s'agisse des entreprises ou des institutions, de l'Afrique ou de l'Europe. « Tout le monde doit s'inspirer de tout le monde », recommande Ramon Fernandez. S'appuyant sur l'exemple des télécoms, il explique qu'il y a « en Afrique des initiatives régionales qui doivent être mieux mises à profit, comme en Europe, pour faciliter le déploiement de ces réseaux. Toutes les infrastructures à réseaux bénéficient d'un élargissement des frontières. » Aziz Mebarek partage cette vision qui transcende les frontières, en Afrique bien entendu, mais aussi entre Afrique et Europe. « Ce lien avec le Sud de l'Europe, avec lequel il y a une relation historique, va dans le sens du mouvement. »

En attendant une très hypothétique monnaie africaine unique, que les entrepreneurs accueilleraient avec enthousiasme mais qui fait figure d'utopie, Aziz Mebarek convie à « stabiliser ce qu'on a, avant d'envisager de faire autre chose. » D'ailleurs, ajoute Ramon Fernandez, « des unions monétaires fonctionnent déjà en Afrique, avec des institutions crédibles. On peut faire beaucoup de choses aujourd'hui. » Pour lui, « le mobile va être un accélérateur de croissance, d'inclusion sociale, de diffusion du progrès, qui permettra à l'Afrique de sauter des étapes ». Un élément ne fait aucun doute pour Bénédicte Janine Kacou Diagou : « Je pense que l'Afrique est en marche, et on ne peut pas l'arrêter. »



## TABLE RONDE 2 – Une Afrique : les enjeux d'une lecture continentale

### Intervenants :

Jean-François BAYART – *Politologue et chercheur français*

Karim EL AYNAOUI – *Directeur général de l'OCP Policy Center*

Felwine SARR – *Economiste, écrivain et universitaire sénégalais*

### Animateur :

Francis LALOUP – *Journaliste, enseignant en géopolitique et relations internationales*

## AFRIQUE : UN RÉCIT SOUS INFLUENCE

### Le processus de « construction » de l'Afrique

Le continent africain est-il à l'aube d'un nouveau chapitre de son histoire ? Si oui, qui tient la plume chargée de l'écrire ? Après plusieurs siècles d'une pensée colonisée, « savoir si ces mutations sont pensées par les Africains eux-mêmes, (...) en harmonie avec la demande et l'agenda africains » est une question centrale, que pose d'emblée Francis Laloupo. Une autre question est de savoir comment articuler les réponses nationales, transnationales et continentales aux grands enjeux – politiques, économiques, sociaux, environnementaux, sécuritaires – auxquels l'Afrique est confrontée. L'approche globale de cette Afrique riche de « singularités locales » est-elle d'ailleurs pertinente pour « un continent qui tente d'inventer lui-même une nouvelle géographie » ? Alors que le « panafricanisme est une projection souvent plus romantique qu'un vrai projet dynamique », penser l'Afrique dans la globalité ou dans des ensembles régionaux relève-t-il d'une « fiction utile », ou cela permet-il de « rétablir une réalité dynamique » ?

Jean-François Bayart l'affirme sans ambages : les découpages de type « Afrique subsaharienne » ou « Afrique du Nord » sont en effet des fictions. S'agissant de leur « utilité », la réponse « appartient aux acteurs africains et non-africains ». Quoi qu'il en soit, ces constructions intellectuelles remontent à une époque, le 19<sup>e</sup> siècle, où l'on avait coutume de « raisonner en aires culturelles ». Le problème, c'est « la définition de ces aires. Elle est toujours assez polémique. » Le chercheur en veut pour preuve ce « Moyen-Orient » dont la définition a toujours été très évolutive, avec des différences d'approche notables entre Anglais et Français. « Tout cela est construit politiquement, idéologiquement, avec ce que ça compte de conflits et divergences d'intérêts. » Mais cela a introduit des contresens, notamment dans la séparation entre l'Afrique du Nord et la zone sahélienne alors qu'historiquement, « le

Sahara a toujours été une grande voie commerciale, (...) et l'Afrique a été dans le monde à travers cet espace saharien. (...) Au Soudan, on trouve des communautés d'origine malienne dont l'arrivée remonte au moins au 18<sup>e</sup> siècle, en passant par le Sahara. »

L'histoire de cette région a connu des tours et détours complexes, au fil des colonisations, par l'Empire romain, puis l'Empire ottoman, et finalement les États européens, recomposant à chaque fois l'articulation de ces espaces entre eux, avec le reste de l'Afrique, avec le monde méditerranéen... En fin de compte, « les Africains eux-mêmes n'ont pas tous la même conception du continent et de ses sous-régions », constate Jean-François Bayart. Le continent dans son ensemble a depuis toujours « été l'objet de discours [qui] ont structuré les imaginaires et les visions que nous en avons. (...) Nous nous sommes longtemps mis dans des catégories prédéfinies », note Felwine Sarr. Les choses sont-elles en train de changer ? Dans les termes, indéniablement. De pays sous-développés, avec une dimension statique forte, les pays d'Afrique ont ensuite été considérés « en développement », avec une connotation plus active, pour finalement faire partie aujourd'hui, pour certains d'entre eux, des « pays émergents »... alors que cette « métaphore de la phase où l'on sort la tête de l'eau » désigne un stade inférieur à celui du développement. Au fond, analyse Felwine Sarr, « rien n'a fondamentalement et structurellement changé. Ce qui structure les plans, ce sont les mêmes idées. »

### « Unité africaine » : une unité artificielle ?

Le panafricanisme défend depuis plus d'un siècle la vision de peuples africains unis et solidaires par-delà le continent africain. Cette idée a commencé à prendre chair avec la création en 1963 de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) qui, dans le contexte postcolonial, jetait les bases d'un rapprochement effectif entre ses États membres – certains visant une véritable fédération, d'autres défendant le principe (qui l'emportera finalement) d'une coopération entre États. 40 ans plus tard, en 2002, l'Union africaine succédait à l'OUA, affirmant la paix, la démocratie et le respect des droits de l'Homme comme des préalables indispensables au développement durable, et fixant parmi ses objectifs la création d'une banque centrale de développement.

Jean-François Bayart relativise cependant ce qui peut sembler une affirmation identitaire, en soutenant qu'il n'y a « rien de naturel dans le postulat d'une unité africaine ». Quand les Africains ont décidé de réaliser cette unité, au moment des vagues d'indépendance, ils ont pris « la décision majeure d'entériner le cadre territorial dessiné par le colonisateur. D'emblée, l'unité africaine a été pensée à travers le prisme d'États définis par le colonisateur. » Cela suggère d'une part qu'il n'y a « pas de contradiction entre l'unité africaine et l'idée d'États-nations », et d'autre part que si les États ont été dessinés de manière artificielle, « ces territoires ont fait l'objet de processus d'appropriation par les Africains eux-mêmes ». Mais, complète le chercheur, « ils se sont approprié cet État et cette économie coloniale pour les réinventer à travers des luttes – sociales, agraires, politiques... ». Démontrant,

comme l'assure Felwine Sarr, que « les sociétés n'attendent pas les intellectuels pour opérer les synthèses ».

Par ailleurs, l'unité africaine s'est affirmée dans un contexte où, l'indépendance acquise, se posait l'enjeu de la construction des États, qui sera « menée de manière différente d'un pays à l'autre », souligne Karim El Aynaoui. De manière quasi paradoxale, étant donné l'histoire coloniale partagée par ces pays, s'est créé « un nationalisme par le bas dans les sociétés africaines », reprend Jean-François Bayart. L'exemple de la République démocratique du Congo est particulièrement éclairant. « On ne voit pas par quel miracle le Congo reste uni malgré des forces centrifuges à l'extérieur, des dissidences... Or, il existe, à travers toute une série d'institutions sociales, économiques, et parce qu'il y a un très fort nationalisme congolais. » Cela impose de bannir « l'idée que ce sont des États faibles », et de reconnaître que « des États voisins ont des cultures politiques nationales très différenciées. (...) Ils ont leur propre historicité. » A défaut d'unité au sens fort du mot (ou selon les termes du projet initial), Karim El Aynaoui estime qu'il n'y a « pas besoin de se ressembler pour faire des choses ensemble. Pour cela, il faut des défis, des combats communs. » Ou bien des intérêts partagés. Le retour du Maroc au sein de l'Union africaine en est le signe. « Je pense que c'est une bonne chose », confie Karim El Aynaoui, qui précise : « Je pense que c'est une décision économique. Il faut aussi que ce soit culturel. »

### Réécrire le(s) récit(s) africain(s)

Ce « récit africain » remis sur la table requiert peut-être en premier lieu un travail de déconstruction, ou plutôt de démontage, à des fins d'observation, des différents éléments qui le composent. « Pour nous, la question est celle du récit que nous portons sur nous-mêmes [après] des siècles de dénigrement », considère Karim El Aynaoui. Jean-François Bayart invite d'abord à « dénaturer la pseudo-évidence géographique, et ce mythe français de frontière naturelle. Pas plus que l'Europe, l'Afrique n'a de frontières naturelles, ni extérieures, ni intérieures. » On relève par ailleurs la présence de l'Afrique en Europe et en Asie. De ce fait, « où s'arrête l'Afrique ? », interroge-t-il. Face à ce que Felwine Sarr qualifie de « tentatives de voir le réel et d'observer ce qu'il dit en lui-même », mais qui ne suffisent pas à l'approcher dans toute son épaisseur, Jean-François Bayart en appelle au travail des historiens pour remonter à la genèse de ces territoires. « La tâche du chercheur est d'arriver à restituer cette complexité de l'État, y compris au niveau local. » Cette tâche n'est pas accessoire : « Ce n'est pas juste un travail intellectuel. Pour le développeur ou le militaire confronté aux djihadistes, si on ne comprend pas cette singularité, on est désarmé. » Karim El Aynaoui renchérit : « Pourquoi avoir un seul narratif sur l'Afrique ? Il y a 54 pays. Ce combat doit être pris en mains par les Africains (...) Ce narratif est important, et il est important que l'AFD pose cette question », déclare-t-il. Loin d'être un facteur de division, cela doit permettre au continent de relever les différents défis les plus urgents : celui du développement comme celui de la sécurité face aux mouvements terroristes. Pour cela, assure Karim El Aynaoui, il n'y a « pas

besoin d'homogénéité ».

Le défi est de parvenir à combiner les enjeux nationaux, des projets sous-régionaux, et une dynamique continentale marquée par la diversité et la mobilité. Soit, comme le formule Jean-François Bayart, d'« arriver à inventer des formes d'appartenance, de citoyenneté, formes d'organisation économique, qui parviennent à concilier l'existence irréversible de l'État-Nation et du sentiment national, et ces pratiques de mobilité qui sont de très longue profondeur historique, et qui correspondent aussi aux exigences de la globalisation ». Pour Felwine Sarr, « si on peut avoir un espace ouvert qui intègre un maximum de nations africaines, c'est important » – en termes de sens, mais aussi aux plans politique et économique, car des intérêts bien compris peuvent permettre de transcender les crispations qui seront inévitables. « La question, c'est comment on s'y inscrit de manière mutuellement bénéfique (...) et comment, dans cet espace-là, en tension, on opère des choix de plus en plus autonomes pour répondre aux problématiques les plus urgentes », résume Felwine Sarr. Non sans stipuler que « la question de l'autonomie n'est pas celle de l'autarcie ».

Avec ses « terres arables, [ses] ressources, [sa] jeunesse », l'Afrique constitue effectivement « un espace de prospérité à venir », acquiesce Karim El Aynaoui. Pour autant, prévient-il, les Africains doivent prendre garde à ne pas « se laisser flatter par un discours », et avant tout « penser à [leur] progrès civilisationnel en [se] mettant au cœur du récit ». A ce titre, Jean-François Bayart insiste sur deux caractéristiques qui expriment le « formidable potentiel » du continent : le plurilinguisme des Africains, qui « maîtrisent plus de langues que les Européens », et leur « appétence pour la mobilité » qu'il recommande d'« institutionnaliser » et d'« intégrer dans les politiques de migration ».

## UN CONTINENT EN MUTATION

### Économie : quels sont les principaux défis ?

Le continent africain pâtit d'une vision négative de ses modes de faire, y compris dans – et à commencer par – le domaine économique. Le poids de l'économie informelle, en particulier, est régulièrement dénoncé, face aux tentatives ou volontés de la « faire entrer dans un cadre supposé être le plus efficient », constate Felwine Sarr. Or, on ne peut faire abstraction de ce que dit cette économie. « Si un projet de transformation des sociétés, politique, économique ou social, ne prend pas la peine d'avoir une compréhension fine des dynamiques sociétales qu'il observe, telles qu'elle se donnent et pas telles qu'elles devraient être, (...) on reste toujours dans (...) cette erreur où l'on plaque des catégories conceptuelles qui ne disent pas grand chose du réel. » Pourtant, l'injonction faite au continent africain depuis cinquante ans est de « se développer », sans poser au préalable la question fondamentale du « projet de société global ». Ce n'est qu'après avoir posé cette question, clarifié ce projet, que l'on « pourra voir (...) quelle forme d'économie choisir ».

Toutefois, un certain nombre d'enjeux sont d'ores et déjà identifiés comme prégnants pour les économies africaines. Le premier d'entre eux, évoqué à de nombreuses reprises, touche à l'insuffisance des infrastructures. « *Tout le monde est d'accord en Afrique : il y a un problème avec les infrastructures de base* », rapporte Karim El Aynaoui. Car si « *certains produits africains sont montés dans la chaîne de valeur* » et que « *les gains de productivité dans l'industrie sont très rapides* », cela exige des infrastructures (routes, transports...) qui soit font défaut, soit sont dégradées. Et le problème dépasse le secteur industriel. Ainsi, relève Felwine Sarr, « *notre croissance n'est pas planifiée. Il n'y a pas d'anticipation des problématiques en matière de gestion des ordures, de l'eau...* ».

Un autre défi de taille concerne l'intégration sous-régionale ou régionale. « *Le national reste le moteur de certaines dynamiques, alors qu'on aurait tout à gagner à prendre les choses de manière plus globale* », suggère Felwine Sarr. D'après lui, il est essentiel de « *sortir des micro-nationalismes. (...) Un transfert de souveraineté politique est nécessaire.* » Si cette évolution va demander un « *travail sur les élites et sur la vision du continent* », certains ont déjà saisi l'importance de l'enjeu. Le retour du Maroc au sein de l'Union africaine, sa récente candidature pour intégrer la CEDEAO, témoignent d'un changement drastique de vision, et surtout d'une prise de conscience décisive. « *Nous sommes un pays de 7 500 à 8 000 dollars de PIB par unité de pouvoir d'achat. Nous avons besoin de créations d'emplois, nous avons aussi des questions liées à l'urgence du développement, et nous pensons qu'une des solutions à l'accélération d'un développement soutenable est liée à une intégration plus approfondie avec l'ensemble du continent africain* », argumente Karim El Aynaoui, qui voit dans les investissements conjoints un moyen plus efficace de soutenir le développement de l'Afrique, que la « *volonté transformationnelle* » de l'aide au développement mise en avant par l'UE... à rebours de ses propres choix de développement ! Aspirant à « *développer des partenariats avec des pays Africains* », le Maroc voit dans son adhésion à la CEDEAO la perspective d'« *intérêts mutuellement bénéfiques* » et la « *réponse commune à un défi commun* » lié à la sécurité, aux infrastructures... A ceux que cette démarche étonne, Karim El Aynaoui répond que « *l'histoire n'est pas nécessairement déterministe* ». Jean-François Bayart le reconnaît : « *C'est une question politique, économique, et pas géographique. (...) Il y a des arguments historiques en faveur de cette adhésion* », et notamment « *une présence marocaine de très longue durée en Afrique de l'Ouest* ». D'ailleurs, poursuit-il, « *l'Afrique a toujours été le continent de la mobilité des personnes, des biens et des appartenances ou identités* ». Enfin, « *il ne faut pas sous-estimer le lien confrérique entre le Maroc et une bonne partie de l'Afrique sahélienne : il y a là un élément de soft power qui me paraît très important* ».

## L'Afrique vue d'ailleurs

La vision que le monde a de l'Afrique a commencé à changer. Elle n'est plus seulement ce continent qu'il faut aider, mais un ensemble de pays avec lequel tisser des relations éco-

nomiques. « *Elle doit être perçue comme un des moteurs de croissance de l'Europe et du monde. C'est notre conviction, et c'est à portée de main* », juge Karim El Aynaoui. C'est un nouveau narratif qui doit donc s'écrire, non sans tenir compte de la diversité et de la complexité des regards. Car, analyse-t-il, « *le continent n'est pas perçu de la même manière partout. (...) La Chine ne voit pas l'Afrique comme l'Europe, l'Inde, la Russie ou les Etats-Unis, et la manière d'opérer est très différente.* » Cela induit « *un combat sur le narratif qui construit la confiance pour les agents économiques* » et qui va « *affecter [tous ceux] qui regardent (...) le continent africain.* » Ce narratif doit donc être construit « *pour l'Afrique et pour le reste du monde* », dans le dialogue, « *notamment avec nos partenaires européens qui ont des engagements multidimensionnels en Afrique* ».

D'après Karim El Aynaoui, le narratif des Européens vis-à-vis de l'Afrique repose sur la question : « *Qu'est-ce que je fais ?* », avec aussi « *leur vision (...) sur ce qu'est un « bon régime »* ». En revanche, relève-t-il, « *il n'y a pas la même conviction qu'en Chine de la réalité du potentiel africain* ». Pour la Chine, l'Afrique représenterait « *la prochaine frontière du développement* », et le narratif serait plutôt celui de « *la stratégie : on a une idée, on l'applique* », en faisant fi du « *narratif des médias* » comme de la nécessité « *d'embarquer les populations* » dans ce récit. Selon cette approche pragmatique, « *le développement est un changement structurel, et les pays ont des avantages comparatifs* ». Forts de leur évolution de pays à faible revenu à pays à revenu intermédiaire, les Chinois sont « *convaincus que l'Afrique suivra leur chemin* ». Ce parallélisme tranche avec la réalité occidentale. « *Quand un chef d'État africain rencontre un chef d'État chinois, ils se comprennent du point de vue du développement. (...) Dans les pays européens, ces questions sont anciennes. Il y a donc un problème de compréhension et de perception sur lequel il faut travailler.* »

Il ne faut pas non plus négliger la diaspora africaine, cette « *sixième région de l'Afrique* » qui contribue à développer une « *vision transnationale* » où « *le continent n'est plus limité dans sa géographie initiale* », signale Felwine Sarr. Cette « *Afrique déterritorialisée* », déjà très active, va constituer « *une force formidable (...) à mesure que les opportunités économiques augmenteront. Des jeunes investissent dans les pays, notamment dans le secteur financier. Ce sont des alliés pour ce narratif potentiellement transformationnel* », salut Karim El Aynaoui. Reste une dyssymétrie persistante entre cette diaspora qui apporte beaucoup, et des « *politiques migratoires, ou surtout anti-migratoires, mises en œuvre par l'Europe et la France depuis les années 1980, qui sont un formidable gâchis sur le plan humain, politique et culturel* », déplore Jean-François Bayart.

## Formuler des réponses endogènes

Karim El Aynaoui comme Felwine Sarr soutiennent la nécessité d'une « *réflexion à mener dans un cadre supranational, plus large que nos frontières* », pour « *faire en sorte qu'en étant à Londres, Paris, New York ou Francfort, on [puisse] investir sur ce qui est urgent : les infrastructures* », et pour



« fluidifier ces espaces ». Tous deux réaffirment cependant la nécessité d'accorder la priorité à leur continent dans ses choix de développement. « *Tous les peuples s'inscrivent dans une singularité historique. (...) A partir de leur géographie, de leur historicité, [ils] apportent des réponses différentes aux défis qui se posent à eux* », écrit Felwine Sarr dans son ouvrage *Afrotopia*. Précisant sa pensée lors de la table ronde, il enjoint aux Africains « *d'impulser des dynamiques et maîtriser le récit qui les accompagne. (...) Les tendances sont bonnes, (...) mais j'aimerais que l'Afrique soit un moteur de croissance pour elle-même avant le reste du monde.* » L'enjeu est de « *produire et accroître du bien-être pour notre continent d'abord* » et de ne pas « *devenir un terrain de jeu pour d'autres, à leur bénéfice* », comme cela s'est trop souvent déroulé. Désormais, confirme Karim El Aynaoui, « *les premiers bénéficiaires doivent être pour les Africains eux-mêmes* ». Mais « *il est important d'arrimer les autres. (...) Ce n'est pas contradictoire.* »

La question centrale est celle des « *types de modèles que l'on met en place* » au-delà d'un simple changement de vocabulaire, et en se gardant de simplement « *adhérer à un modèle qui nous plairait car il nous flatte* », avertit Felwine Sarr. Evoquant l'Agenda 2063 mis en place par l'Union africaine, et dans le cadre duquel est portée une vision prospective à 30 ans, il engage à « *dépasser le cap de concevoir* » et à se concentrer sur l'éternel point faible : « *Une politique forte de mise en œuvre, au moins au niveau régional.* » A ce titre, Jean-François Bayart souligne que « *l'Afrique ne va pas se développer sur le même mode partout. Il y aura des asymétries régionales, politiques et économiques* », liées notamment aux investissements étrangers, notamment chinois, qui s'appuient sur des stratégies spécifiques.

Comment organiser les choses de la manière la plus favorable ? « *La question du financement se pose. Il faut attirer de l'épargne extérieure* », estime Karim El Aynaoui. Conscient de l'impossibilité politique de la France de « *mettre trop de capital sur les affaires africaines* », il suggère de se concentrer sur « *un sujet et, à partir du narratif, de privilégier des investissements qui créent la différence* ». Pour cela, il est inutile « *d'avoir une liste de cinquante réformes* ». Karim El Aynaoui recommande par exemple de prendre chaque année « *dix projets régionaux, transversaux, qui seraient poussés par l'AFD, l'Union européenne, etc., dans les différentes institutions dans lesquelles ils sont, en liaison avec le secteur privé, pour construire la confiance* » et, en parallèle, de « *prendre à témoin les gouvernements* » puis de « *mettre tout le monde en face de ses responsabilités* ». Enfin, note Jean-François Bayart, se pose la question de « *savoir quelle est la capacité des classes politiques africaines d'accepter une autonomisation des villes et des métropoles, [qui] ont leur propre politique et logique d'internationalisation. L'Afrique ne manque pas de grandes villes : les États sont-ils prêts à leur laisser la bride sur le cou ?* »

## TABLE RONDE 3 – Une Afrique : le rôle des bailleurs de fonds

### Intervenants :

**Jean-Pierre MARCELLI** – Directeur du département Afrique de l'AFD

**Khaled Fouad SHERIF** – Vice-Président, Développement régional, Banque africaine de développement

**Nena STOILJKOVIC** – Vice-présidente Financement mixtes et Partenariats, IFC Groupe Banque Mondiale

**Admassu TADESSE** – Président de la Trade and Development Bank

**Abdellatif ZAGHNOUN** – Directeur général de la Caisse de dépôt et de gestion du Maroc

**Jürgen ZATTLER** – Directeur général adjoint, Développement européen et multilatéral, Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement

### Animatrice :

**Sabine CESSOU** – Journaliste indépendante spécialiste de l'Afrique

## INTÉGRATION RÉGIONALE : ATOUTS ET OBSTACLES

### Changement d'échelle... et de pratiques

L'aide au développement a toujours fait la part belle aux interventions par pays. Cette approche, en Afrique notamment, pouvait s'expliquer par des considérations d'ordre historique. Les nouveaux enjeux identifiés sur ce continent, les souhaits exprimés par de nombreux acteurs, mais aussi les évolutions dans la façon de considérer le développement, commandent désormais d'aborder les choses sous un angle nouveau et avec, peut-être, un œil neuf. « *La lecture bilatérale ne peut plus être la clé d'entrée unique* », explique Jean-Pierre Marcellini. La nouvelle ambition de l'AFD est d'« *avoir une lecture des enjeux continentaux (...) et saisir les opportunités qu'elle offre, de beaucoup plus accompagner les acteurs régionaux, et de développer des solutions qui s'ajouteront aux solutions nationales* ».

Il ne s'agit pas « *d'effacer l'échelon national, mais d'ajouter un échelon, un étage supplémentaire* ». Cette vigilance est d'autant plus essentielle que l'Afrique ne peut être appréhendée comme un bloc. « *Les pays doivent être traités selon leurs performances* », intervient Admassu Tadesse. D'un côté en effet, on trouve des petits pays à l'économie fragile, pas ou peu diversifiée, avec une faible croissance. Et de l'autre, on observe des « locomotives » économiques telles que la Côte d'Ivoire, le Sénégal, la Tanzanie, aux taux de croissance élevés – mais non dénuées de certaines faiblesses : des exportations insuffisantes, et encore peu d'emplois pour les jeunes. Car

le continent africain, qui compte actuellement « 16 des 26 économies les plus rapides au monde » et « 1,2 milliard d'habitants », soit « beaucoup de richesses et d'opportunités », indique Kaled Sherif, n'a que 3 millions de postes à proposer aux 10 à 12 millions de jeunes qui arrivent sur le marché de l'emploi. L'emploi des jeunes et la pauvreté restent donc des défis majeurs.

L'intégration régionale doit aussi être perçue comme une source de croissance pour les pays africains eux-mêmes. Ainsi, la « classe moyenne consomme les produits africains » achetés dans des « chaînes de supermarchés africaines », note Jürgen Zattler. A ce titre, Admassu Tadesse juge indispensable de stimuler « de nouvelles approches pour l'intégration et le développement régional » et suggère de « pousser les donneurs dans ce sens ». Cependant, agir au niveau régional n'est pas nécessairement évident ou simple. Il faut reconnaître le rôle des différentes « communautés économiques régionales partout en Afrique, qui vont tenir un rôle essentiel dans cette nouvelle configuration soutient Jean-Pierre Marcelli. Au sein même des vastes espaces qui composent l'Afrique, il faut aussi imaginer « articuler des projets nationaux bien coordonnés. Quand deux capitales se touchent, il faut penser global. » Dans le cas de tels projets régionaux, il faudra toutefois garantir « un portage, et ne pas s'engager dans des utopies avec des projets régionaux multi-acteurs difficiles à conduire, juste parce qu'il y a un nouveau paradigme régional. (...) Il faut beaucoup de pragmatisme. »

### Des succès naissants...

Certains exemples concrets, vivants, attestent de cette intégration régionale qui se met en mouvement et qui, selon les intervenants, connaît davantage de réussites que d'échecs. Ainsi, la République démocratique du Congo compte un certain nombre d'entrepreneurs dans le secteur du ciment, auxquels la Trade and Development Bank, institution financière spécialisée dans le commerce et la finance, veut « permettre de profiter de l'élan africain vers la croissance. Ce ciment va dynamiser les économies. » De même, l'institution a engagé près de 20 milliards d'euros pour la réalisation de plusieurs projets ferroviaires dans différents pays (Botswana, Ethiopie, République démocratique du Congo, Kenya, Mozambique, Rwanda, Zambie), permettant à certains d'entre eux d'être désenclavés. « Nous sommes maintenant dans un environnement où les pays ne commercent pas les uns avec les autres, mais ont besoin de profiter des infrastructures, et ce mutuellement », signale Admassu Tadesse. Ainsi, « les pays côtiers représentent des portes maritimes pour les pays qui n'ont pas de frontière avec la mer ». Dans ce cadre, cette « communauté africaine » naissante peut permettre des « connectivités ». « C'est ce qu'on veut mettre en avant », dit-il. Admassu Tadesse rappelle que « depuis l'an 2000, la croissance est de retour en Afrique », après plusieurs décennies de « grande stagnation, [avec] très peu d'investissements. Aujourd'hui, les investissements étrangers sont au plus haut niveau historique, [et] le développement des infrastructures représente pratiquement 50 % de toutes les performances de

croissance économique. » Les investisseurs africains participent à cette envolée, qui s'accompagne d'un « changement dans l'attitude et l'approche des gouvernements africains ». Le succès de la Trade and Development Bank « est le reflet de ce qui se passe en Afrique depuis 2000 » dans de nombreux pays d'Afrique (Afrique du Sud, Kenya, île Maurice, Tanzanie...). Cela signifie aussi que la baisse des cours des matières premières n'a pas affecté cette tendance globale.

Le secteur des télécoms est probablement celui qui traduit de la façon la plus palpable la situation actuelle, avec un très haut niveau d'investissement depuis une quinzaine d'années. « Des sociétés de télécom font du business extraordinaire en Afrique », se réjouit Admassu Tadesse. Cela se répète aujourd'hui dans les domaines de l'agriculture et de l'énergie. « J'ai dans mon portefeuille plusieurs sociétés de fourniture d'énergie qui font de bonnes affaires », poursuit-il. Ces indicateurs d'infrastructures d'équipements indiquent ce qui va se passer. « Il y a quelques années, personne n'était prêt à investir dans les télécoms en Tanzanie. A présent, c'est saturé. » D'après lui, « l'Afrique apprend de ses erreurs passées », révélant un fort potentiel que confirme un rapport publié par le FMI, selon lequel « trois pays donnent des signes d'industrialisation : la Tanzanie, le Mozambique et l'Ethiopie ». Mais, insiste Admassu Tadesse, « le vrai défi pour la communauté internationale est d'identifier ces opportunités pour aider les pays africains à continuer leurs réformes. Ce n'est pas une image uniforme. »

### ... Mais des freins structurels

C'est un fait : de nombreux signaux sont au vert. Pourtant, des freins subsistent en matière d'intégration régionale, qui freinent l'accélération de croissance en cours. L'un des plus importants sans doute, relayé par l'ensemble des intervenants, est le défaut d'infrastructures adaptées aux besoins de cette intégration régionale attendue par les agents économiques, qui constitue « l'un des plus grands défis de l'Afrique », lance Kaled Sherif. 80 % des productions africaines sont exportées hors d'Afrique, et 90 % des importations proviennent de pays non-africains. 10 à 12 % seulement du commerce total est intra-africain. Cela montre que l'intégration régionale n'est pas arrivée », pointe-t-il. Cette situation est à mettre en rapport avec l'histoire coloniale. « L'infrastructure créée pour le continent africain, (...) les ports, les aéroports, ont été créés pour exporter les produits bruts vers l'Occident et l'Asie. (...) Ces infrastructures ne facilitent pas le commerce intra-africain, car elles n'ont pas été conçues pour ça. Il faut résoudre ce problème ! », s'exclame-t-il. Admassu Tadesse note que « l'industrialisation (...) est devenue le mot à la mode. Mais sans infrastructure, c'est un vain mot. » A titre d'illustration, Kaled Sherif ironise sur le fait qu'« envoyer une voiture du Japon à Abidjan coûte 1 500 dollars, mais [que] d'Addis Abeba à Abidjan, ce serait environ 5 000 dollars ». De ce fait, ajoute-t-il, « même si vous aviez l'industrie sur le continent, l'infrastructure qui permettrait que ce soit viable n'existe pas », les coûts de transport (routier, ferroviaire, aérien) restant excessivement élevés. Cela révèle des enjeux financiers, mais aussi politiques, considère Jürgen Zattler :

« L'infrastructure, c'est politique. »

Autrement dit, cette question pèse sur le développement économique et industriel et ses corollaires – la « continentalisation », la création d'emplois, le déplacement de la chaîne de valeur vers l'Afrique. Or, « on a toujours su qu'il fallait ajouter de la valeur et diversifier », reconnaît Admassu Tadesse, pour qui la baisse du cours des matières premières met le doigt sur les problèmes de dépendance. En Afrique de l'Ouest par exemple, « le cours du cacao influe directement sur la situation de ces pays », s'alarme Kaled Sherif. En effet, d'une part « les économies ne sont pas assez diversifiées », d'autre part « l'Afrique exporte du cacao brut non traité, et la valeur ajoutée est faite ailleurs ». L'urgence est donc aussi dans la diversification des productions pour commercer avec l'Afrique dans sa totalité. « Si vous n'avez pas de telles économies, ni ces produits qui ont une valeur ajoutée, l'intégration régionale ne sert à rien », tranche Kaled Sherif. « Pourquoi l'usine de chocolat ne se trouve pas en Afrique ? », demande-t-il, en appelant à fabriquer des produits « dans des chaînes de valeur élevées qui amènent au produit final ». L'intégration africaine implique par ailleurs de veiller à une plus grande complémentarité entre les industries des différents pays, en particulier là où prévaut une forme de concurrence. Car dans ce contexte, aller « au-delà des projets axés sur les matières premières est plus difficile », constate Admassu Tadesse. De ce fait, « la réalité africaine mérite une évaluation complète des questions d'interdépendance ».

La question délicate du travail informel ne peut être tenue à l'écart de la réflexion. Celui-ci concerne essentiellement des « produits de consommation courante et des produits cosmétiques », précise Abdellatif Zaghoun. Or, « ces marchandises n'obéissent à aucun contrôle, ce qui porte préjudice à la capacité de collecte des impôts des ministères des finances, mais surtout à la santé des citoyens ». En outre, « le travail informel freine l'activité industrielle. Dans certains pays, on assiste à la fermeture des usines textiles, avec des licenciements. » Cependant, il constitue le seul moyen de subsistance pour un très grand nombre de personnes ne bénéficiant pas, par exemple, de la rente pétrolière ou minière. Prenant l'exemple du diamant, Kaled Sherif explique qu'une fois extrait de la mine, « il est monté, serti, vendu », et voit sa valeur augmenter de 20 000 % tandis que « la personne qui travaille dans la mine n'obtient rien ». Le secteur informel permet quant à lui de « mieux répartir la chaîne de valeur entre tous les acteurs ». Abdellatif Zaghoun concède que « l'informel est une réalité (...) pratiquement impossible à supprimer ». La solution ne serait-elle pas, au lieu de lutter de manière un peu vaine, de travailler « l'accompagnement du formel vers l'informel ? », questionne une participante. Accréditant la pertinence de « son intégration dans le secteur formel à travers des mesures d'accompagnement, surtout quand il permet à la population de vivre », Abdellatif Zaghoun recommande aux pouvoirs publics d'« agir à tous les niveaux, avec tous les acteurs concernés par ce fléau ».

## INVESTISSEMENTS : QUELS BESOINS ?

### Des priorités bien identifiées

La période de croissance actuelle impose d'identifier au mieux les domaines à cibler prioritairement, en tenant compte des opportunités que représentent « l'intégration régionale, les échanges, la jeunesse, la structure démographique », égrène Nena Stoiljkovic. Les enjeux liés aux changements climatiques constituent pour Abdellatif Zaghoun une priorité et une urgence. « L'investissement du continent africain face à ce défi représente moins de 5 % de l'ensemble des investissements qui y sont consacrés au niveau mondial », alors que l'Afrique est particulièrement exposée aux conséquences de ces changements. Pour cela, l'Afrique « doit d'abord compter sur ses propres moyens financiers ». L'enjeu est aussi social, lié à la jeunesse du continent, la difficulté à travailler, et plus généralement la précarité d'un grand nombre de personnes. Jean-Pierre Marcelli juge primordial d'« accroître les effets de levier pour créer de l'emploi » mais aussi « de l'éducation (...), et apporter des services sociaux ». Il y a une transition à mener pour « des villes plus vivables et des campagnes plus prospères », que tous, « acteurs privés, société civile, diaspora », doivent accompagner.

Des efforts importants doivent donc être déployés en termes d'investissements. « Nous avons besoin de capitaux considérables en actifs et en endettement », annonce Admassu Tadesse. Le secteur privé est en première ligne. « Il faut que les pouvoirs publics et les gouvernements mettent les entreprises au centre de leurs préoccupations, martèle Abdellatif Zaghoun. Cela doit évoluer dans un cadre qui favorise la transparence et la compétitivité ». Il convient plus particulièrement de garantir « un cadre juridique stable, un cadre fiscal motivant, de lever les barrières douanières et non-douanières, (...) d'améliorer aussi les systèmes d'information ». Abdellatif Zaghoun voit ces orientations comme « des préalables pour atteindre ces objectifs attendus que sont l'industrialisation, la délocalisation des entreprises et la libre circulation des marchandises », cette dernière constituant la véritable urgence, selon Kaled Sherif : « C'est une priorité sur laquelle devraient se focaliser toutes les communautés économiques », de même que, en parallèle, « la circulation des travailleurs ».

C'est plus globalement le potentiel économique du continent qui est en question. L'Afrique pourrait « être un bloc économique comme l'est l'Union européenne », estime Kaled Sherif. Mais certaines économies nationales « sans identité véritable » et d'envergure très modeste « ne peuvent pas prospérer seules ». Elles doivent impérativement « s'intégrer dans une économie plus grande ». Aussi, conclut-il, « l'intégration régionale est clé pour l'Afrique », face notamment à la force de frappe chinoise. « Quand les Chinois voient une opportunité, ils l'imitent et la produisent en quantité telle que leurs économies d'échelle sont impossibles à atteindre. » Y résister exige par exemple de diversifier les productions.

Les intervenants soulignent enfin la nécessité de s'attaquer à la corruption. « Elle est là, elle démotive », confie Jean-Pierre Marcelli. Lutter contre est un combat permanent. Ce combat



est mené partout : en Asie, en Amérique latine... » Pour cela, l'AFD « développe une action de gouvernance renforcée pour améliorer les capacités de lutte contre la corruption de nos partenaires quand ils le demandent », et pour « motiver les partenaires économique sur un intérêt collectif ». La Banque mondiale s'est elle aussi emparée du problème en développant des conditionnalités pour que « les gouvernements soient plus transparents. (...) Et, se félicite Nena Stoiljkovic, on voit des améliorations. »

## Le rôle des opérateurs extérieurs

Sortant de ses logiques d'intervention traditionnelles, le Groupe AFD a élargi son approche en apportant « un échelon régional à [son] dispositif. On va sortir d'un dispositif qui peut s'assimiler à des alvéoles-pays, afin d'avoir un voile régional pour mieux raisonner (...) avec les acteurs à côté desquels nous sommes parfois passés », explique Jean-Pierre Marcelli. L'Agence intervient dans une perspective d'intégration régionale, en accompagnant « les acteurs régionaux [pour] développer des solutions qui s'ajouteront aux solutions nationales », en termes d'intégration des infrastructures, d'accompagnement des investisseurs privés, de création d'emplois... « Je pense aussi aux corridors transport, ajoute-t-il. Qui mieux que le corridor transport entre Djibouti et l'Éthiopie aura rapproché ces pays ? » Dans tous les cas, la démarche de l'Agence est de « décrypter les solutions imaginées par nos partenaires africains pour en faire des signaux majeurs. (...) On est là pour un jeu collectif entre les zones économiques régionales, et entre les acteurs du développement, qu'ils soient privés ou publics. » Privilégiant la coopération avec ses homologues africaines, l'AFD n'est « pas là pour [se] substituer mais pour accompagner ». Elle travaille donc étroitement avec les membres du club IDFC (International Development Finance Club) et avec la Banque africaine de développement, qui « a toute la légitimité de cette empreinte continentale, [qu']elle a inventée avant nous ».

La coopération économique allemande n'est pas sans rappeler celle de la France par son ampleur. « Nous entretenons une coopération avec quelque 40 pays africains, donc de grande intensité », indique Jürgen Zattler. Celle-ci se fonde sur différents critères : les orientations de ce pays en matière de développement (gouvernement, cadre et climat d'investissement...), les évolutions et progrès réalisés (gouvernance...), et le bien commun public (contribution du pays à des enjeux d'échelle mondiale tels que le changement climatique). L'ambition de la coopération allemande, dont elle a fait la promotion lorsqu'elle présidait le G20, est d'« apporter des améliorations aux cadres d'investissement privés et aux cadres de financement dans les pays africains ». Elle souhaite, dans le cadre du partenariat Afrique-G20, inciter différents partenaires et institutions nationales du G20 à s'engager, « de sorte que des fonds de l'étranger viennent alimenter le développement africain. » L'objectif est notamment d'arriver à des « compacts d'investissement » dans le cadre desquels les pays sont invités à exprimer leurs souhaits. « Un certain nombre de pays a manifesté un intérêt pour cette initiative. »

L'Afrique constitue également l'une des priorités de la Banque mondiale, qui estime que « des trillions de dollars seront nécessaires », rapporte Nena Stoiljkovic. L'institution cible en particulier trois champs d'intervention : l'inclusion dans la croissance et le développement durable, les compétences sur le marché du travail, le développement de la résilience pour permettre aux pays de résister aux crises (chocs, pandémies, problèmes migratoires...). La Banque mondiale cherche à « soutenir des projets locaux sur le terrain (...) et créer le marché », notamment en renforçant le secteur privé, sur lequel elle souhaite s'« appuyer au maximum. (...) Nous concentrons les activités prioritairement dans le domaine des financements. Si ce n'est pas possible, nous travaillons à pouvoir gérer les risques dans le secteur privé, [qui] a un rôle à jouer en termes de réformes sectorielles, de manière à pouvoir construire la capacité du secteur et renforcer la gouvernance. » Elle dispose désormais d'instruments lui permettant d'intervenir sur un ou plusieurs pays, au niveau des réseaux de routes, du commerce, de la compétitivité. « Pour nous, un dollar de financement par un donateur peut générer 15 à 20 fois plus de mobilisation de fonds du secteur privé. » La Banque mondiale a par ailleurs « mis en place de nouvelles solutions pour diminuer les risques, (...) afin d'accroître les possibilités de deal (...) et d'améliorer les partenariats. » Revendiquant une « approche pragmatique », elle mise sur la création de « plateformes pouvant être dupliquées dans d'autres pays, pour les services, les transactions public-privé... »

Admassu Tadesse signale enfin l'« émergence de la Chine en tant qu'investisseur étranger direct », et l'apparition de « sources de financement venant du golfe : Arabie Saoudite, Koweït, Égypte ». Il qualifie cet intérêt d'« extrêmement sain », car permettant de diversifier les sources de financement. « Ça nous encourage à attirer des capitaux d'origines diverses. »

## Le développement des investissements intra-africains

L'un des faits les plus marquants dans le paysage des investissements en Afrique est sans conteste l'accroissement spectaculaire des engagements financiers de la part d'institutions africaines. « 1 trillion de dollars sont investis par des fonds d'investissement africains », salue Admassu Tadesse. La Trade and Development Bank (Banque de commerce et de développement de l'Afrique orientale et australe) a elle-même « mis en place des programmes pour attirer les investisseurs et bailleurs, et 80 % des bailleurs de fonds sont africains ». Elle assume un rôle de médiateur. « Nous pouvons, en facilitant ce commerce, dynamiser ce commerce et ces activités. » Partageant cette vision d'ouverture sur tout le continent africain, où plusieurs de ses filiales sont présentes et impliquées dans divers projets, la Caisse de dépôt et de gestion du Maroc a choisi d'accompagner un certain nombre de pays d'Afrique pour la mise en place de leur propre Caisse. En lien avec l'enjeu climatique, elle a par ailleurs pris l'initiative de créer, avec l'accompagnement de l'AFD et de la Caisse des dépôts et consignations française, un réseau d'investisseurs africains au sein duquel on retrouve notamment les Caisses des dépôts du

Maroc, du Sénégal, de Mauritanie, du Gabon et de Tunisie. Ce projet est issu d'échanges techniques avec d'autres Caisses de dépôt au sein du Forum des Caisses de retraite d'Afrique, qui réunit des entités africaines, françaises et italiennes. « *L'idée est de mobiliser l'épargne domestique africaine. (...) Nous voulons que ce soit un réseau fédérateur de l'ensemble de l'épargne des pays africains, et qu'il soit un interlocuteur des instances de régulation financière, notamment les ministères des Finances et les banques centrales* », explicite Abdellatif Zaghnoun. Ce réseau se veut également « *porteur et promoteur d'un plaidoyer permanent pour mobiliser les ressources financières et les flécher vers des projets verts, la dimension «climat» étant très présente* ». D'ailleurs, reprend-il, c'est « *la première initiative à ma connaissance qui mobilise tous les pays d'Afrique du Nord au Sud autour de la question du climat* ». Un club d'investisseurs a été créé en son sein afin de « *traduire dans les faits la politique et la vision de ce réseau d'investisseurs* ». Celui-ci devra « *identifier les projets qui respectent la dimension climat, procéder à l'étude de rentabilité de ces projets et à la recherche de fonds* ».

Peut-être une jonction pourra-t-elle être imaginée avec une partie de l'argent de la diaspora ? Actuellement, une grande partie des transferts sert « *à la consommation, et pas à des investissements* », observe Admassu Tadesse. Mais nombreux sont les observateurs à suggérer aujourd'hui de « *faciliter un autre type de flux* », d'autant que « *la diaspora a des capacités d'entrepreneuriat ainsi que des connaissances techniques. Elle pourrait avoir un impact plus grand encore. (...) Que pouvons-nous faire pour booster la confiance de la diaspora et qu'elle investisse davantage ?* », interroge-t-il. Confrontée elle aussi à cette question, Nena Stoiljkovic évoque l'exemple d'une banque créée spécifiquement pour « *attirer ces agrégats* » en Asie du Sud-Est. Cette piste intéressante reste en grande partie à creuser. « *Beaucoup peut être fait à ce niveau-là* », pense Admassu Tadesse.

## CONCLUSION

Rémy Rioux – Directeur général de l'Agence Française de Développement

Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Développement international,  
Mesdames et Messieurs,

Vous avez eu la patience, et l'intérêt j'espère, de suivre nos débats d'aujourd'hui. Un très grand merci à tous pour votre participation nombreuse. C'est un plaisir et un honneur de vous avoir réunis pour ce colloque. Merci aussi pour l'ouverture, la franchise des débats qui ont eu lieu, leur richesse. C'était vraiment ce que nous attendions.

Je vous le disais, ce colloque est parti d'une intuition : cette formule Tout Afrique porte-t-elle des évolutions futures ? Que peut signifier de changer de perspective, de regard sur l'Afrique ? Je crois qu'en appréhendant l'Afrique comme ses Etats et ses habitants la voient, nous allons renouveler, transformer la façon dont nous travaillons.

Je vous indique qu'au-delà de ces échanges, le blog ID4D animé par l'AFD a publié et mis en ligne des témoignages de personnalités africaines : Achille Mbembe, Alioune Sall, Felwine Sarr, Mebrahtu Meles et Makhtar Diop ont répondu assez longuement à nos interviews. Leur vision vient s'ajouter aux échanges que nous avons eus aujourd'hui.

Je retiens essentiellement quatre messages de nos échanges. Le premier message, c'est d'abord votre intérêt pour la problématique. Je retiens qu'il pourrait être justifié de sortir de cette vision duale, étriquée, de l'Afrique. Il ne s'agit évidemment pas de passer à une indistinction, mais d'essayer de zoomer, de dézoomer, afin de trouver la bonne maille d'analyse et d'action pour traiter les problèmes et les opportunités africaines, et pour créer des liens avec l'Europe et la France. Le deuxième message, c'est que l'Afrique est en marche, l'Afrique s'affirme, l'Afrique avance, l'Afrique innove. Pierre Gattaz a dit qu'il fallait bâtir un équilibre gagnant-gagnant. Je dis souvent que la politique de développement doit marcher dans les deux sens. Il faut comprendre ce qui se passe en Afrique, ramener les innovations chez nous, et projeter nos énergies, nos forces, nos investissements, nos propres innovations vers le développement. Le développement durable marche dans les deux sens.

Le troisième message est que les entreprises sont passées au Tout Afrique. Elles ont dit ce matin que les marchés sont souvent nationaux, mais que leurs stratégies d'entreprises ne se conçoivent plus qu'à l'échelle continentale : c'est donc la bonne échelle géographique pour dialoguer avec elles si l'on veut les amener de façon plus forte encore sur le continent. C'est la responsabilité des banques de développement et des bailleurs de fonds.

Le quatrième message est que le développement, ce ne sont pas que des financements, des infrastructures ou de l'assistance technique. Le développement, ce sont aussi des personnes et des représentations. Le Tout Afrique n'échappe pas à cette règle : il y a une vision derrière cette formule,

mais la façon dont on la dit, dont on la pense, peut faire du développement. C'est en tout cas notre questionnement pour cette journée : ce nouveau cadre permet-il de faire plus de développement, libérer plus de forces et d'énergies, les capter et les transformer en projets ?

J'aimerais, en partant de ce colloque, que vous ayez la conviction que l'AFD, à la demande du gouvernement français, va rester pleinement engagée en Afrique. Notre stratégie est de faire le maximum de ce qui est possible sur le continent, compte tenu de nos forces financières et des projets de nos partenaires. L'année dernière, nous avons engagé 4 milliards d'euros en Afrique, et le Président de la République a pris l'engagement de lui consacrer 23 milliards d'euros dans les cinq prochaines années, c'est-à-dire d'atteindre progressivement 5 milliards d'euros de financements par an. Nous avons à côté de cela des outils très particuliers autour des crises, des pays en difficulté, du changement climatique, mais aussi des énergies, avec un engagement du gouvernement de 6 milliards d'euros pour l'énergie et de 3 milliards pour les énergies renouvelables d'ici à 2020. Nous avons aussi créé une facilité de lutte contre les vulnérabilités pour travailler plus efficacement avec tous nos partenaires. Elle est dotée dès cette année de 100 millions d'euros, à partir du produit de la taxe sur les transactions financières, pour être plus actifs au lac Tchad, dans le Sahel, au Proche et Moyen-Orient évidemment. Au moment de la crise, quand les choses bougent, on peut faire du développement, mais il faut avoir les capacités d'actions. Enfin, l'AFD veut encourager la recherche africaine, les centres de recherche, les centres d'expertise, les *think tanks*. Elle le fait en Ethiopie, en Côte d'Ivoire, et le fera davantage à l'avenir.

C'est sur cette base que nous voulons construire une Agence plus grande. Suite à nos débats, je voudrais partager avec vous quelques orientations que je souhaite imprimer à l'AFD. La première orientation, c'est d'aller chercher plus fortement les acteurs français et européens. Nous devons faire plus d'Afrique, faire levier de façon plus forte sur l'ensemble des partenaires, des financeurs. Nous avons noué une alliance stratégique avec le groupe Caisse des dépôts et consignations, qui va nous donner la puissance financière, la taille et le réseau pour aller chercher l'ensemble des acteurs. Nous avons installé à Ouagadougou un fonds d'investissement en *equity* dans les infrastructures en Afrique, de 600 millions d'euros. Nous en sommes très fiers, et nous voulons en faire beaucoup plus.

La deuxième orientation concerne le renforcement de l'échelon régional dans notre action, et probablement aussi dans l'organisation que nous sommes en train de mettre en place. Il faut mieux capter, mieux comprendre les dynamiques des sous-régions. Sur le pivot sahélo-saharien notamment, nous devons avoir une vision AFD qui dépasse la seule logique des Etats et qui prenne en compte l'ensemble des dynamiques et des enjeux du Sahel. Nous le ferons aussi en raison des intérêts français très importants dans la zone. L'AFD est par ailleurs très active dans les territoires ultramarins de la République, et nous avons quelque chose de particulier à construire plus fortement dans l'Océan indien. Tous ces territoires collaborent de plus en plus entre eux et cette région,

même si elle ne fait pas partie de l'Union africaine, a une identité, une force, des équilibres économiques et un dynamisme très singuliers, que nous devons appuyer plus encore. La troisième orientation est d'accompagner le développement du secteur privé sur le continent africain. En septembre prochain, à l'occasion du 40e anniversaire de Proparco, notre filiale dédiée au secteur privé dont les engagements vont doubler ces prochaines années, l'AFD rendra publique sa nouvelle stratégie pour le secteur privé. Toutes les entreprises, en France comme ailleurs, ont en effet aujourd'hui une stratégie africaine et se tournent vers nous. Nous devons adapter nos instruments, notre façon de voir, pour faire plus de développement au service des populations africaines par l'intervention du secteur privé.

Enfin, la quatrième orientation est de travailler de façon encore plus forte, plus opérationnelle, plus serrée, avec nos pairs, c'est-à-dire le réseau des banques de développement internationales, et en particulier les banques de développement africaines. J'ai signé ces dernières semaines un grand nombre d'accords de financement, avec la TDB, la BOAD, la DBSA. Nous avons également une magnifique relation avec la Banque africaine de développement, qui combine la légitimité d'une institution africaine et la puissance financière d'une banque multilatérale de développement, mais aussi avec la Banque mondiale et avec la Caisse des dépôts et de gestion du Maroc et, derrière elle, le réseau des Caisses des dépôts africaines qui est en train d'émerger à Ouagadougou. Ces dernières sont très importantes car il s'agit d'instruments dont la logique est d'accroître les taux d'épargne et de les orienter vers les investissements de long terme – les infrastructures, l'énergie, l'eau...

Voici quelques orientations que nous retenons de cette journée et que nous allons creuser. Nous n'hésiterons pas à refaire appel à vous, vos idées et vos réactions. La maison est ouverte pour tous ceux qui veulent faire du développement !

Je terminerai par un proverbe africain : « L'herbe ne pousse jamais sur la route où tout le monde passe. » Je crois que c'est ce que nous avons essayé de faire aujourd'hui.

Je vous remercie.

## DISCOURS DE CLÔTURE

Jean-Marc Ayrault – *Ministre français des Affaires étrangères et du développement international*

Mesdames et Messieurs,  
Chers amis,

Nous arrivons donc à la fin de ce colloque. Vous avez échangé, vous avez débattu. Ce matin, vos travaux ont été ouverts par le Président guinéen Alpha Condé, actuellement en visite d'Etat en France, qui est aussi Président de l'Union africaine. Je viens de le rencontrer, et il est très content d'avoir pu ouvrir ce débat, ici à Paris, sur le thème de la contribution de la France à la croissance de l'Afrique, et d'une nouvelle approche du continent africain.

Rémy Rioux vient de faire une synthèse de cette approche nouvelle, qui est nécessaire, j'en suis profondément convaincu.

J'ai été frappé, au cours de mes nombreuses visites sur le continent africain, par la rapidité et l'ampleur des mutations qui sont en cours. J'ai pu mesurer l'impact extrêmement rapide de l'appropriation des évolutions technologiques, tant par les gouvernements que par les citoyens. Je prends l'exemple de la bancarisation qui est accélérée grâce à ce que l'on appelle le *mobile banking*, ou encore à la diffusion des énergies renouvelables et à l'électrification. J'ai vu partout la société civile, et en particulier la jeunesse, s'emparer de ces nouvelles capacités.

Et puis j'ai également mesuré le profond changement d'approche, je dirais même aussi de discours, de manière d'aborder les choses qui se fait jour chez les dirigeants africains, qui parlent plus volontiers d'investissements que d'aide publique au développement, et d'émergence, d'innovation, que de développement. Je n'oppose pas les termes les uns aux autres, mais c'est une réalité qui est très intéressante et qui correspond à une évolution. Elle répond aussi à l'attente des acteurs économiques, porteurs d'une forte dynamique entrepreneuriale que je ressens beaucoup, je le répète, chez la jeunesse.

En ce qui concerne nos propres opérateurs économiques, ils portent eux aussi un regard nouveau sur l'Afrique. Et vous avez reçu le Président du Medef, M. Gattaz, qui vous a parlé avec enthousiasme. C'est peut-être un langage nouveau mais je crois qu'il est sincère. Il y a quelque chose qui s'est passé. Il y a une prise de conscience et un déclic, une compréhension nouvelle, une approche nouvelle, puisqu'il a lui-même parlé, en parlant de l'Afrique, non pas de nouvelle frontière mais de « dernière frontière ». Il faut s'en réjouir, même si nous savons que ces évolutions ne suffiront pas, à elles seules, à transformer le continent africain. Elles ne suffiront pas à accélérer la croissance économique, dont la répartition équitable des bénéfices permettra de répondre aux besoins des populations, car l'attente est considérable, nous le savons bien.

Et en même temps il faut contribuer à créer cet environnement nécessaire à la libération du potentiel africain – c'est bien le mot, je crois. Et cette contribution passe par l'amélioration de la gouvernance et un renforcement de l'Etat de

droit. Cela est en marche, même s'il y a des exceptions malheureusement, avec des zones de conflit ou des territoires en très grande détresse. Mais cela passe aussi par un renforcement de l'équipement en infrastructures, notamment celles qui permettent les déplacements des personnes, des marchandises, et qui permettront aussi une accélération des intégrations régionales en cours. C'est très frappant, et il y a là besoin d'une mobilisation très importante.

L'Agence Française de Développement est désormais outillée pour accompagner ce mouvement dans tous les domaines. Rémy Rioux vient de le rappeler en quelques mots, mais il a dit l'essentiel. Il y a une sorte de disparition de frontière entre l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne qui doit donner les moyens, en particulier à l'Agence Française de Développement, de faire davantage, de faire mieux, de mieux en mieux. Dans cette réforme, je vois beaucoup de cohérence, mais aussi beaucoup d'ambition.

De la cohérence, d'abord, dans notre perception du Sahara, qui a toujours été et doit redevenir une zone d'échanges plutôt qu'une frontière. Les liens entre les économies et les sociétés, de part et d'autre du Sahara, sont anciens, depuis le Kanem Bornou et le Songhaï jusqu'aux Almoravides. L'histoire est là pour nous le rappeler. Ces liens demeurent très forts, comme j'ai pu le constater par moi-même lorsque je me suis rendu la semaine dernière en Mauritanie puis au Mali.

De la cohérence, aussi, dans l'approche continentale des défis communs à tous les Etats africains. Il y a bien sûr une grande diversité de situations dans les 54 Etats africains, ce serait absurde de le nier. Mais je vois aussi des défis communs qui appellent des réponses régionales ou continentales. Je pense notamment à celui de la sécurité, qui est une grande thématique pour tout le continent. Je pense aussi bien sûr à la lutte contre le terrorisme, à l'emploi des jeunes, à la question des migrations. Et puis je pense bien entendu au réchauffement climatique, à la nécessaire transition énergétique, à la désertification et à la question des politiques agricoles.

Ce sont tous ces défis qu'il importe d'accompagner plus efficacement par cette intégration régionale et continentale de l'Afrique. Cela nécessite aussi de prendre en compte une réalité économique, perceptible par l'ampleur des nouveaux investissements des Etats du Maghreb et de l'Egypte au Sahara, ou encore à ceux de l'Afrique du Sud ou de l'Afrique centrale. C'est particulièrement vrai pour le Maroc, dont les investissements ont précédé la réintégration dans la famille africaine. Et je me réjouis du retour du Maroc dans l'Union africaine.

Cette réalité économique, je l'ai évoqué, s'accompagne du développement d'infrastructures régionales et continentales. Je pense bien sûr au développement de nouveaux corridors ou encore à la gestion régionale de l'électricité – les fameux *power pools* – que l'AFD connaît bien.

Cette intégration régionale a par ailleurs connu des progrès vers la constitution d'un marché unique continental, avec la conclusion d'un accord tripartite de libre-échange entre le COMESA, l'EAC et la SADC, qui crée un ensemble commercial de 26 Etats, d'Alexandrie au Cap.

L'AFD doit contribuer à cette dynamique encore plus directement et plus efficacement. C'est notre volonté, la volonté



de la France. Elle doit pouvoir travailler plus encore avec les acteurs africains continentaux comme ceux de l'Union africaine, la Banque africaine de Développement, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique. Ce partenariat, cette coopération, cet échange, doivent être de plus en plus étroits. C'est un défi pour nous, c'est un défi pour les Africains, c'est un défi commun. L'effacement d'une frontière artificielle entre le nord de l'Afrique et l'Afrique subsaharienne doit permettre de développer de nouveaux partenariats avec tous ces acteurs.

Le Président François Hollande a souhaité que le volume des engagements financiers de l'AFD augmente de 50 %, et passe de 8 à 12 milliards d'euros par an. La moitié de ce volume sera consacrée au continent africain, comme le Président l'a redit lors du sommet Afrique-France de Bamako. Nos engagements antérieurs, en termes de répartition des activités de l'AFD, consacraient 40 % de ces engagements à l'Afrique subsaharienne.

Rémy Rioux a également parlé du partenariat avec la Caisse des dépôts et consignations – on pourrait dire le fonds souverain français. Ce partenariat est intéressant parce que la CDC a des antennes régionales, et qu'elle va pouvoir compléter ce que fait l'AFD en mobilisant les territoires français – les régions, les métropoles, et parfois de petites collectivités – qui sont engagés dans des politiques de coopération décentralisée, mais qui peuvent aussi mobiliser des PME. Celles-ci, à côté des grands groupes que l'on connaît et qui sont présents partout sur le continent africain, présentent un énorme potentiel d'innovations, de capacités pour répondre à de nouveaux besoins, dans l'esprit de ce que les Africains eux-mêmes souhaitent.

Il y a donc quelque chose qui est en train de changer en profondeur, à la fois du côté des Africains, de ceux qui réfléchissent et qui proposent, et du côté français. Nous sommes à une nouvelle étape, voire un tournant, et il va falloir réussir. Incrire ces principes dans la durée et dans une intention permanente nécessite une très grande détermination, une très grande volonté. Rémy Rioux faisait allusion à la gestion des crises : l'Afrique connaît en ce moment une crise humanitaire qui touche 30 millions de personnes dans la Corne de l'Afrique, dans la région des Grands Lacs, là où il y a des conflits, des guerres civiles, des menaces terroristes, mais là où il y a aussi l'épreuve de la grande sécheresse. Ailleurs, certains pays sont confrontés aux conséquences du réchauffement climatique, qui poussent les populations à partir simplement pour survivre.

Il faut donc avoir cette approche globale de l'avenir du continent africain, sur la base des principes sur lesquels vous avez travaillé, échangé, mais ne pas négliger la gestion des crises, sinon c'est tout l'ensemble qui se déstabilise. Nous devons vraiment faire preuve de la plus grande vigilance, du plus grand engagement. C'est en tout cas ma conviction, et quand j'ai pris mes responsabilités de Ministre des Affaires étrangères, j'ai considéré que parmi mes priorités, il y avait l'Afrique. Bien sûr cette politique avait été engagée avant moi, mais j'ai voulu partager cette conviction, en particulier au niveau européen. L'Union européenne intervient de plus en plus sur le continent africain. Elle s'est dotée de moyens et

elle va continuer à le faire, mais il y a surtout une prise de conscience, et l'on n'a jamais autant parlé de l'avenir du continent africain que ces dernières années ou ces derniers mois, et je m'en félicite. Il y a quelques jours, j'étais à Bamako avec mon collègue le nouveau Ministre allemand des Affaires étrangères, Sigmar Gabriel, après être passé par Gao. L'Allemagne a un engagement fort au sein de la Minusma, mais aussi sur les projets de développement et sur le partenariat en matière économique, d'innovation et de transition énergétique.

Quelque chose est en train de se passer. Beaucoup de pays se sentent maintenant concernés et abordent de façon positive l'avenir du continent africain. L'Afrique n'est plus vue comme un problème. Bien sûr, il y a des problèmes, parmi lesquels un grand défi migratoire. Mais, et c'est le message que la France veut faire partager : l'Afrique n'est pas le problème, c'est aussi la solution. Et c'est à nous, ensemble, d'y travailler.

Cette approche continentale n'est pas nouvelle, j'en veux pour preuve le format des sommets Afrique-France où sont invités tous les chefs d'Etats d'Afrique depuis plus de vingt ans. J'en veux aussi pour preuve la couverture continentale de notre réseau diplomatique, et le renforcement constant de notre présence économique hors ce que l'on appelait le « pré-carrière » africain – une notion qu'il faut effacer. L'Afrique, c'est pour nous un grand continent, avec des nations différentes, c'est vrai, mais qui veulent être de plus en plus solidaires. Je souligne aussi notre attachement au renforcement de toutes les institutions dont se dotent les pays africains, et l'Union africaine en est une essentielle.

Nous franchissons donc une nouvelle étape. J'ai bien sûr à l'esprit le puissant appel de Kwame Nkrumah : « Africa must unite ». Eh bien la France veut être, doit être, un partenaire actif de cette unité. Elle doit le faire grâce à ses propres acteurs africains. Je pense au potentiel encore sous-exploité que représente la diaspora africaine de France, qui doit être au cœur de notre relation avec le continent et de nos efforts pour accompagner son émergence. Je pense aussi à la France de l'océan Indien, où l'AFD est présente et active, et dont l'avenir passe par une meilleure intégration économique avec le reste du continent africain.

Je ne doute pas que notre Agence, l'AFD, saura relever ces défis d'un Tout Afrique ambitieux et solidaire.

Je vous remercie.



Institut du Monde Arabe  
Salle du Haut Conseil

**Mercredi 12 avril 2017**  
9h00-18h00



[www.afd.fr](http://www.afd.fr)